



RAPPORT ANNUEL 2024

27 MARS 2025



Agenda

- L'ONEM en 2024
- Evolutions économiques
- Chômage complet
- Chômage temporaire
- Les allocations d'interruption
- Budget
- Lutter contre la fraude
- Sanctions
- Le Fonds de Fermeture d'entreprises
- La gestion de l'ONEM
- Perspectives 2025 – accord de gouvernement



L'ONEM EN 2024

Les 5 grandes évolutions de 2024

1. Une nouvelle vision et stratégie
2. Numérisation, jusqu'où pouvons-nous aller ?
3. Politique de l'IA à l'ONEM
4. Agilité = résilience
5. Une organisation basée sur la connaissance et des KPI

1. Une nouvelle vision...

Vision 2030 "La protection sociale à chaque étape de votre carrière!"

- **Nous mettons le client au cœur de nos priorités.** Notre service est de préférence numérique, mais aussi inclusif et sur mesure.
- Nous sommes fiers de porter **une responsabilité sociétale forte.**
- En tant **qu'organisation innovante et agile**, nous nous engageons à toujours être en phase avec les évolutions de notre société.
- En tant qu'employeur, nous avons à cœur **de soutenir nos collaborateurs.**

... et une nouvelle stratégie 2025-2027

4 objectifs stratégiques



Un service de qualité au client : sur mesure, inclusif et de préférence numérique



Des collaborateurs agiles dans un environnement de travail qui favorise leur bien-être et leur développement.



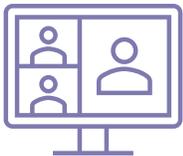
Des processus toujours plus efficaces et plus numériques.



La mise en œuvre efficace des mesures du gouvernement affectant l'ONEM.

2. Le digital là où c'est possible...

- La carte de contrôle électronique **chômage complet (e-C3)**
 - 98.637 nouveaux utilisateurs en 2024
 - suppression de la carte de contrôle ? -> simplification administrative
- La carte de contrôle électronique **chômage temporaire (e-C3.2)**
 - Obligatoire depuis le 1er janvier 2025, période transitoire jusqu'au 30 juin 2025
 - 53.764 nouveaux utilisateurs en décembre 2024
- Les demandes **d'interruption de carrière et crédit-temps (Break@Work)**
 - Obligatoire en ligne depuis le 1er juillet, pour l'enseignement depuis le 1er octobre 2024
 - **Break@Work**: 348.012 visiteurs en 2024, 720.283 simulations au total



En 2024: Organisation de 17 webinaires avec au total plus de 8.000 participants (employeurs et secrétariats sociaux)

... sur papier quand c'est nécessaire

1. Pas d'obligation d'introduction en ligne dans le secteur chômage
 - papier + carte de contrôle électronique C3
 - papier + formulaires électroniques chômage
2. 31 sites avec des digicoaches



3. Politique de l'IA à l'ONEM

Politique transversale
Coordination de l'IA à
l'ONEM

Projets en cours



Co-Pilot

Assistant
personnel



ORI

Chatbot site web



Buddy

Soutien des
collaborateurs



**Fraude
sociale**
Datamining



Info au client
24/7
Chatbot, GenAI
augmenté

4. Agilité = résilience

Réorganisation de nos services



Traitement des dossiers plus efficient

- 16 bureaux

Traitement des dossiers et décisions concernant le droit aux allocations

- 31 points de contact

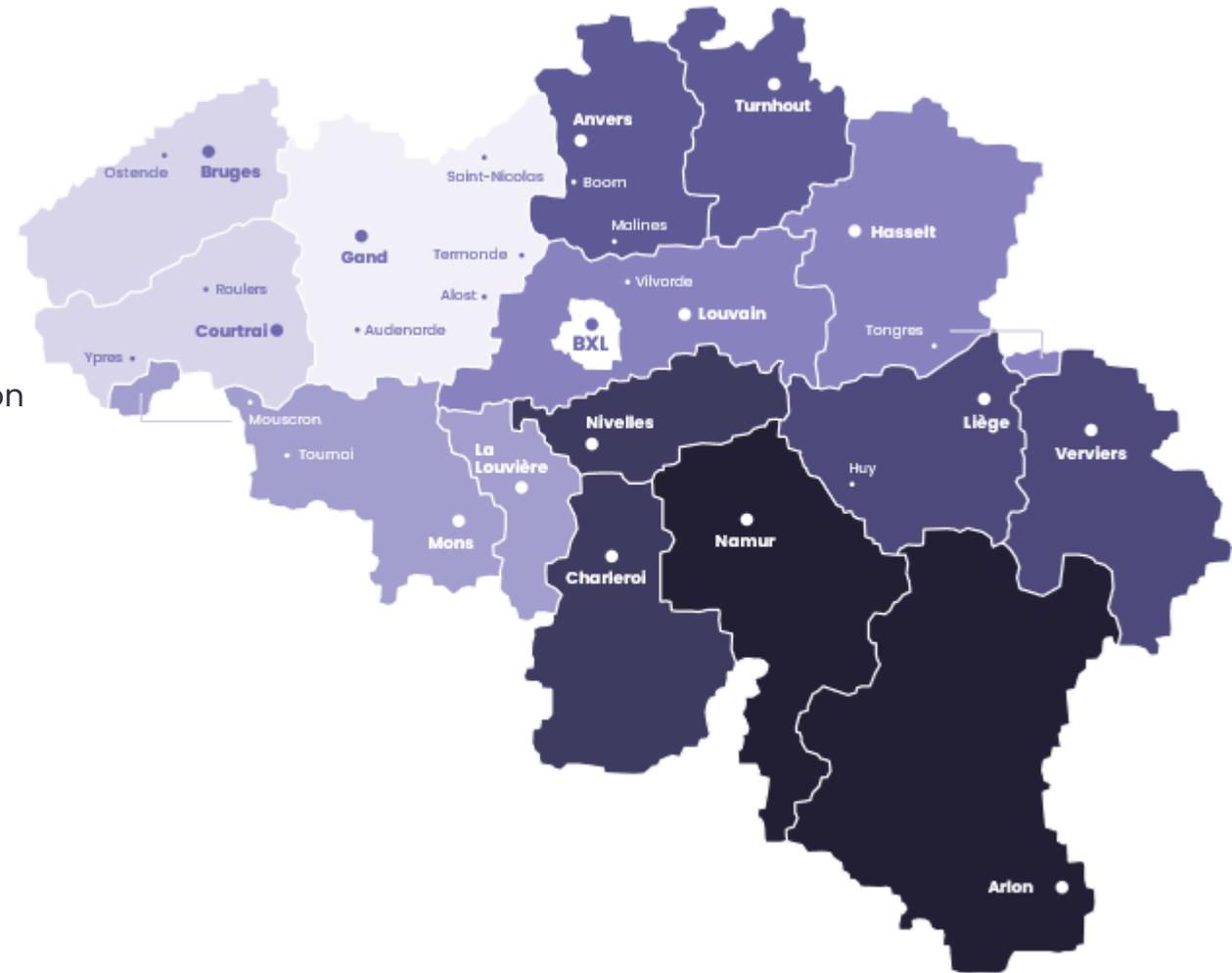
Principalement des activités dédiées à l'accueil et l'information au citoyen + digicoaching



- Economies d'échelle réalisées par la collaboration en clusters



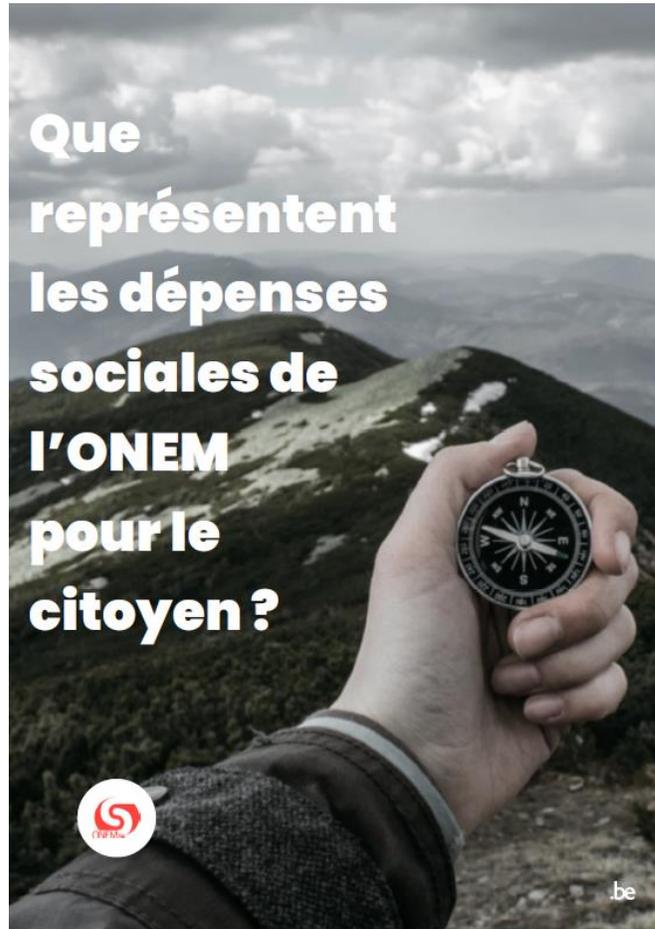
- Fusions de certains processus



5. Une organisation basée sur la connaissance ...

- Importance de notre monitoring et de nos études pour le soutien des stratégies politiques
- Quelques études à noter en 2024:
 - [Que représentent les dépenses sociales de l'ONEM pour le citoyen?](#)
 - [Spotlight: Les mesures pour l'emploi et la formation concernées par la Sixième Réforme de l'Etat](#)
 - [L'incidence des contrats de travail flexibles sur l'ouverture du droit aux allocations de chômage](#)
 - [Le chômage temporaire après la crise du coronavirus](#)

Etude: Que représentent les dépenses sociales de l'ONEM pour le citoyen?



Conclusions principales:

- Les allocations de chômage ne représentent plus que 3% des dépenses de la sécurité sociale.
- Les dépenses pour le chômage sont les plus élevées à Bruxelles et en Wallonie, mais une amélioration structurelle est perceptible au fil du temps.
- La Flandre est surreprésentée dans les régimes relevant de l'inactivité professionnelle (RCC et systèmes d'interruption de carrière).
- L'allocation moyenne de l'ONEM pour les femmes est inférieure à celle des hommes.

Plus d'infos:

[Que représentent les dépenses sociales de l'ONEM pour le citoyen?](#)

Etude: Les mesures pour l'emploi et la formation concernées par la Sixième Réforme de l'Etat (update)



Conclusions principales:

- La réforme est longue et fragmentaire : jusqu'à présent, il y a déjà eu 19 moments différents de transferts de compétences vers les régions (le premier en 2016).
- La Région de Bruxelles-Capitale et la Région flamande ont repris toutes les compétences. Le transfert reste inachevé pour la Région wallonne et la Communauté germanophone.

Plus d'infos:

[Spotlight: Les mesures pour l'emploi et la formation concernées par la Sixième Réforme de l'Etat \(update\)](#)

Etude: L'incidence des contrats de travail flexibles sur l'ouverture du droit aux allocations de chômage



Conclusions principales:

- Les personnes qui travaillent de manière flexible connaissent plus souvent des interruptions dans leur carrière. Cela prolonge la constitution des droits pour les personnes ayant un emploi fragmenté.
- Bien que le travail flexible ralentisse l'acquisition des droits, il ne la rend certainement pas impossible.
- Ceux qui exercent un flexi-job peuvent parfois acquérir des droits plus rapidement.

Plus d'infos:

[Spotlight: L'incidence des contrats de travail flexibles sur l'ouverture du droit aux allocations de chômage](#)

Etude: Le chômage temporaire après la crise du coronavirus



Conclusions principales:

- Pas de retour à la situation “avant la crise corona”, mais plutôt une normalisation.
- La situation économique après la crise corona est fragile : concentration de chômage temporaire dans l’industrie et les entreprises de travail adapté.
- Le chômage temporaire est un régime flexible qui peut s’adapter aux risques changeants.

Plus d’infos:

[Le chômage temporaire après la crise du coronavirus](#)

5. ... et nos KPI



Dossiers chômage: décision de l'ONEM dans les **4 jours**



Paiement du chômage temporaire: **96% le mois qui suit**



Dossiers IC/CT : **décision de l'ONEM dans les 11 jours pour 577.074 demandes**



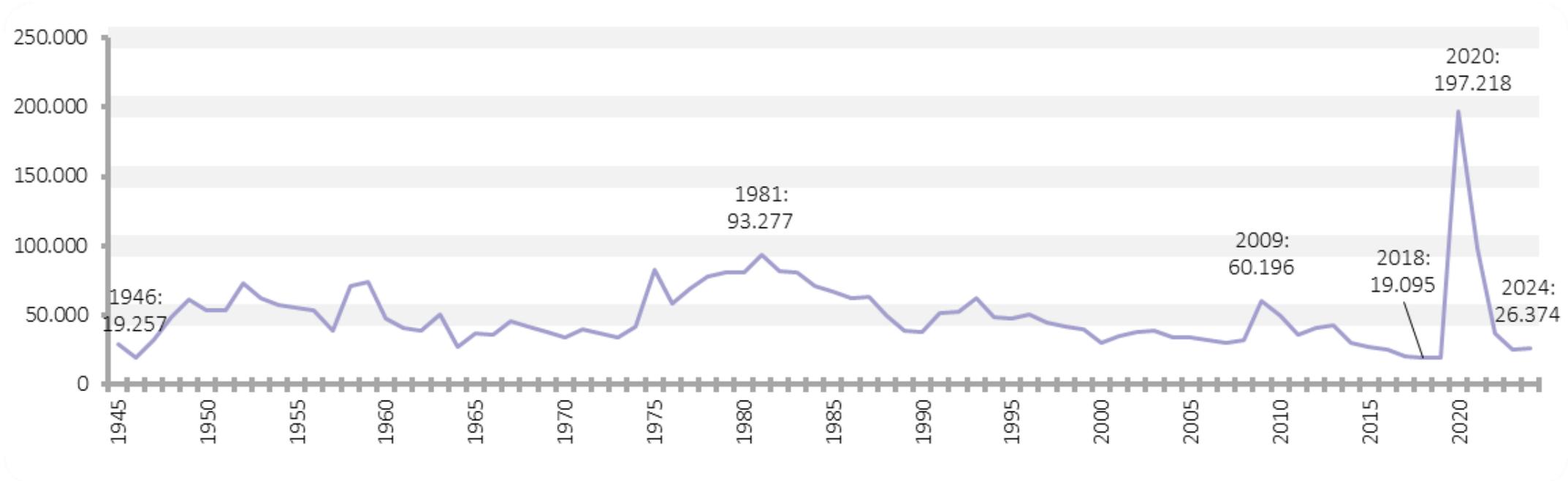
Callcenter ONEM: 757.524 appels, **93 % traités immédiatement**



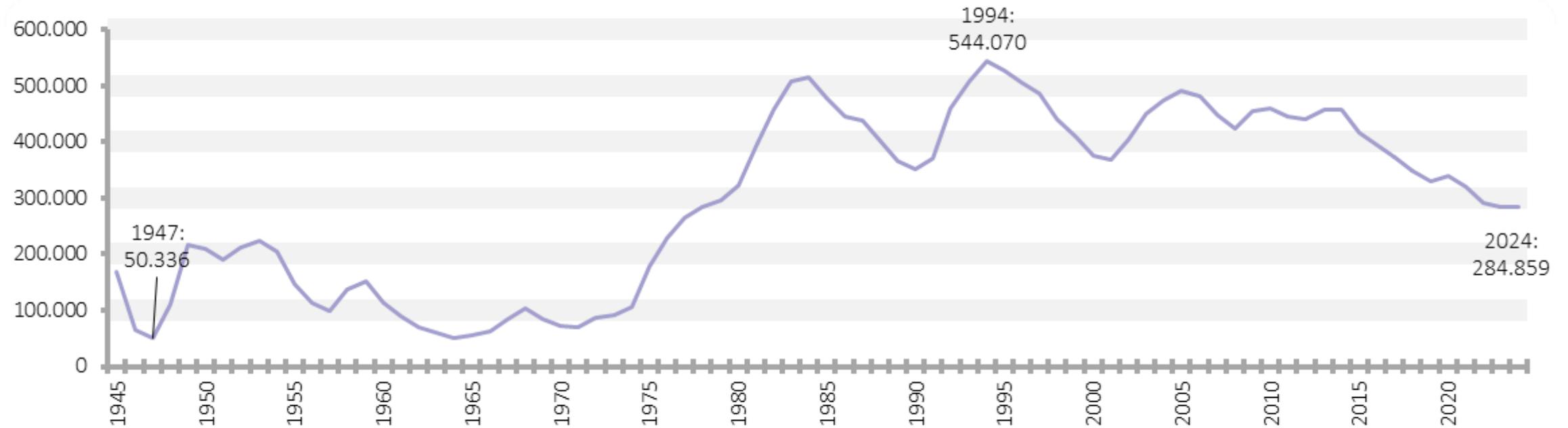
EVOLUTIONS ÉCONOMIQUES : IMPACT SUR L'ONEM

Evolution à long terme du chômage temporaire en unités budgétaires (équivalents temps plein)

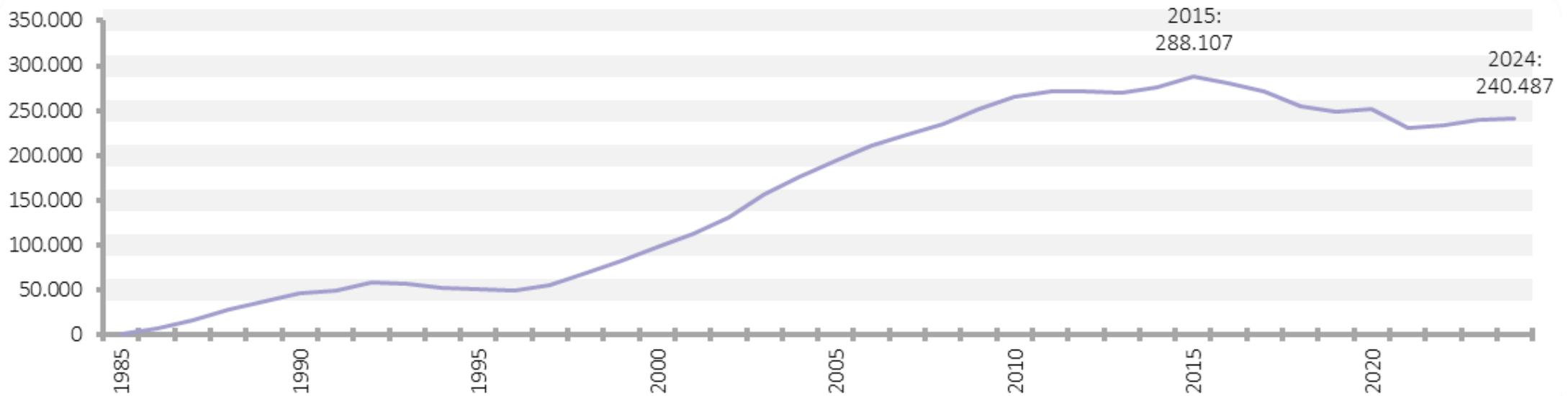
Le chômage temporaire agit comme un amortisseur en temps de crise



Evolution à long terme du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi en unités physiques



Evolution à long terme des allocations d'interruption en unités physiques

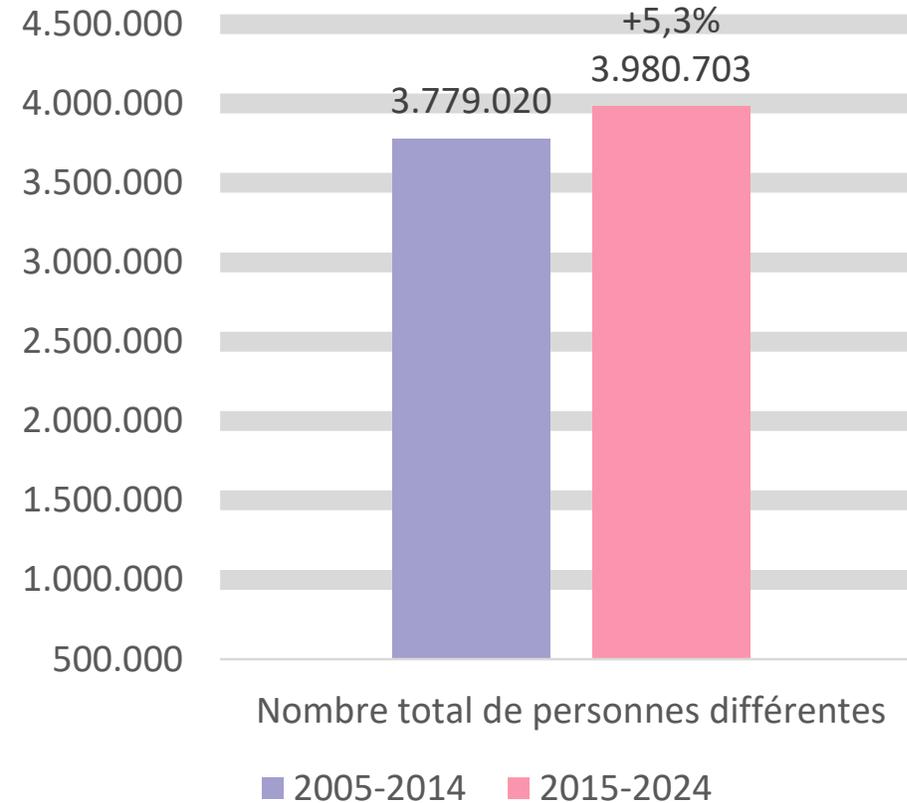
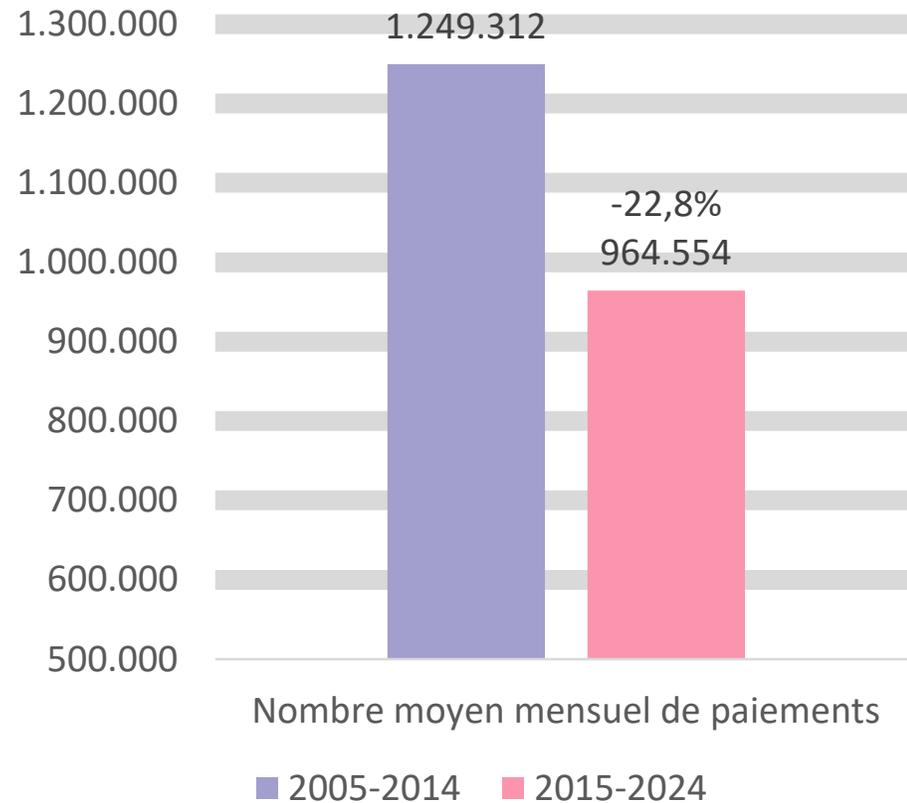


Evolution des groupes d'allocataires

Chômage historiquement bas et augmentation des allocations d'interruption

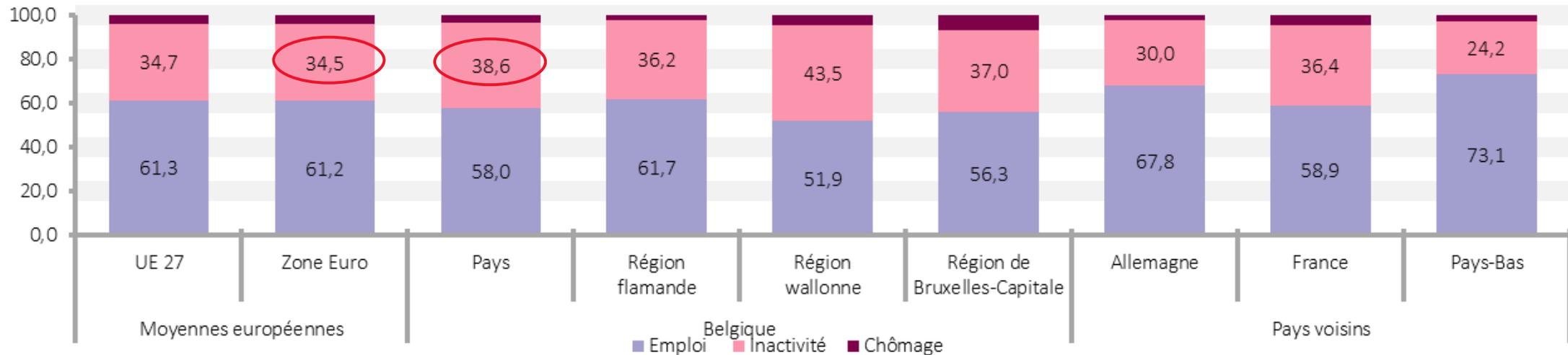
	2024	Jalon
Chômeurs complets indemnisés	292.790	Niveau le plus bas depuis 1977 (290.804 unités)
Chômage temporaire	126.985	Niveau le plus haut depuis 2022 (165.313 unités)
Allocations d'interruption	240.487	Niveau le plus haut depuis 2020 (252.046 unités)

Evolution des paiements par rapport au nombre de personnes



Structure de la population en âge de travailler en 2023*

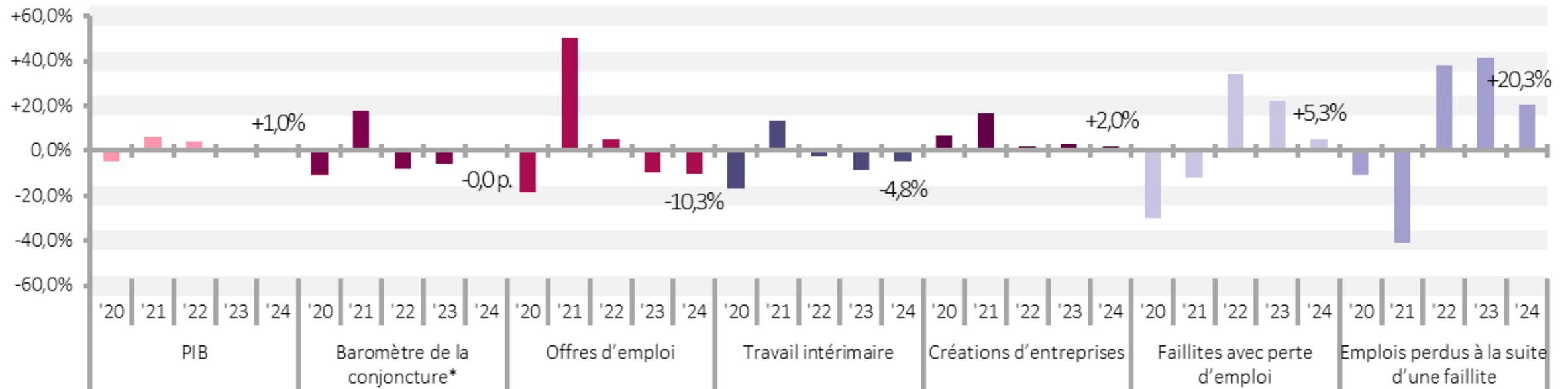
L'inactivité relativement élevée persiste en Belgique.



* Chiffres Eurostat: 2024 pas encore publié

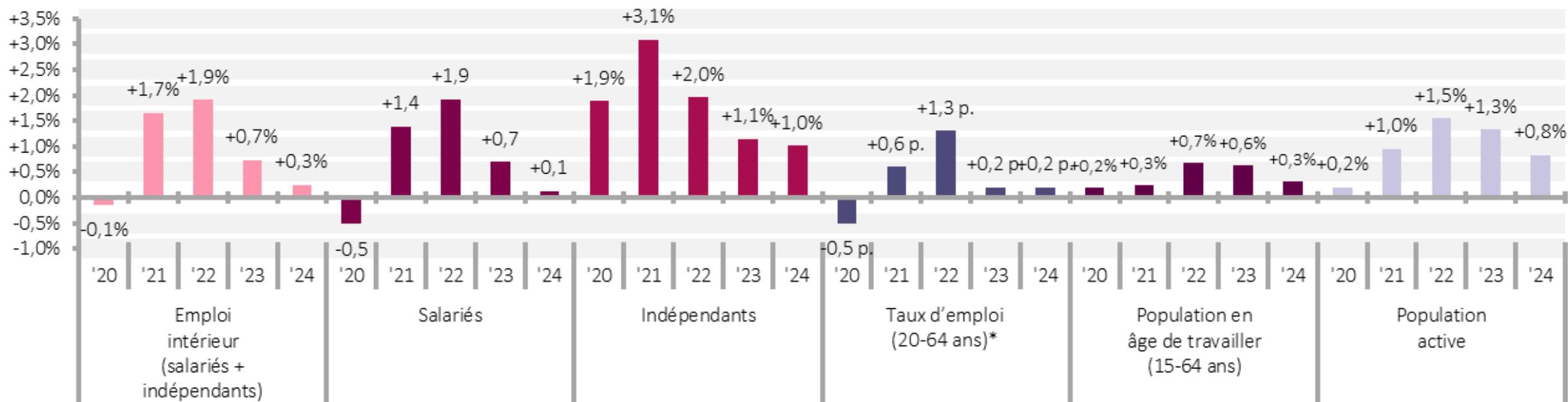
Indicateurs conjoncturels du marché de l'emploi en Belgique

La croissance se poursuivra en 2024, mais dans une mesure limitée, tout comme l'année dernière.



*En raison de sa nature, l'évolution du baromètre conjoncturel est exprimée en points plutôt qu'en pourcentages.

Emploi et population belges



* Emploi intérieur/population active.

L'évolution du taux d'emploi est exprimée en points de pourcentage plutôt qu'en pour cent.

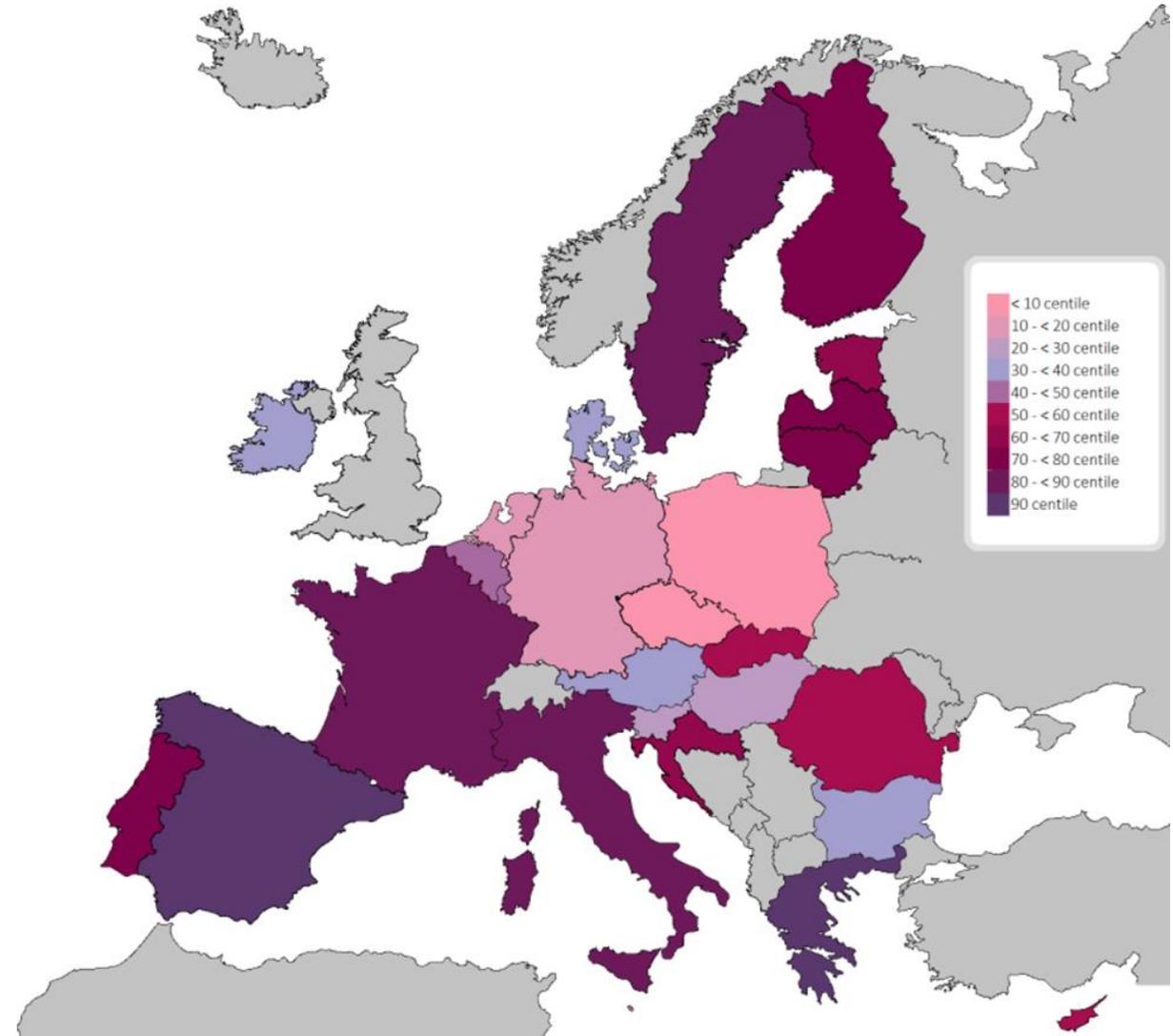
Taux de chômage harmonisé : le profil

Chômage tel que défini par l'Organisation internationale du travail OIT. Cela concerne les demandeurs d'emploi qui sont au chômage complet (personnes sans emploi, immédiatement disponibles pour le marché du travail et en recherche active d'emploi). Eurostat, l'office statistique de la Commission européenne, publie des statistiques sur le chômage basées sur ces données. Cette statistique est basée sur une enquête commune menée sur une base trimestrielle auprès d'un échantillon de population dans chaque État membre de l'Union européenne.

	UE 27	Zone Euro	Belgique	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale
Genre						
Hommes	5,8	6,2	6,0	3,7	8,9	10,2
Femmes	6,3	6,9	5,1	2,9	7,3	11,1
Classe d'âge						
15-24 ans	14,5	14,5	16,1	11,8	23,0	25,7
25-34 ans	7,0	7,7	7,0	3,9	11,5	10,9
35-44 ans	5,1	5,7	4,1	1,9	6,1	10,3
45-54 ans	4,6	5,1	3,7	2,2	4,8	8,9
55-64 ans	4,6	4,9	3,5	2,1	5,1	7,8
Niveau d'études						
Peu qualifiés	11,8	11,6	13,1	7,8	18,4	22,3
Moyennement qualifiés	5,6	6,2	6,2	3,8	9,5	13,3
Hautement qualifiés	3,8	4,2	2,9	1,8	3,8	6,3
Nationalité						
De l'État membre	5,4	6,0	4,6	2,9	7,4	9,3
Nationalité étrangère UE	6,4	6,5	5,8	4,3	5,7	7,8
Nationalité non UE	10,8	10,6	11,5	7,0	15,6	15,0
Total en 2023	6,1	6,6	5,5	3,3	8,2	10,6

Taux de chômage harmonisé : comparaison parmi les États membres européens en 2023*

Belgique: 5,5%
Flandre: 3,3%
Wallonie: 8,2%
Bruxelles: 10,6%



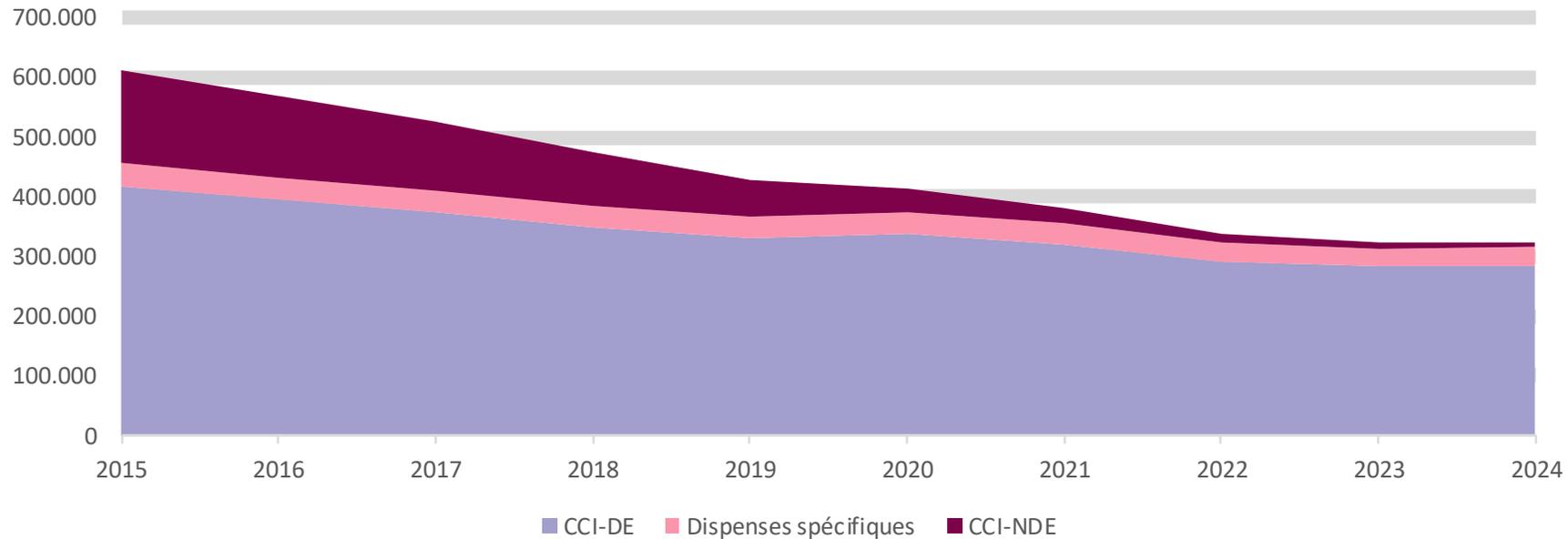
* Chiffres Eurostat: 2024 pas encore publié



CHÔMAGE COMPLET

Evolution du chômage complet total

	Dispenses			Total	Dispenses			Total
	CCI-DE	spécifiques	CCI-NDE		CCI-DE	spécifiques	CCI-NDE	
2015	417.432	41.194	153.470	612.096	100	100	100	100
2016	395.213	37.914	137.168	570.295	95	92	89	93
2017	373.701	37.624	113.590	524.915	90	91	74	86
2018	348.221	38.235	90.256	476.711	83	93	59	78
2019	329.360	38.612	61.678	429.651	79	94	40	70
2020	339.267	35.176	38.881	413.324	81	85	25	68
2021	321.502	33.660	24.996	380.159	77	82	16	62
2022	291.694	30.348	16.649	338.692	70	74	11	55
2023	284.786	28.664	11.015	324.465	68	70	7	53
2024	284.859	30.239	7.931	323.029	68	73	5	53
Evol. 2015-2024	-31.8%	-26.6%	-94.8%	-47.2%				

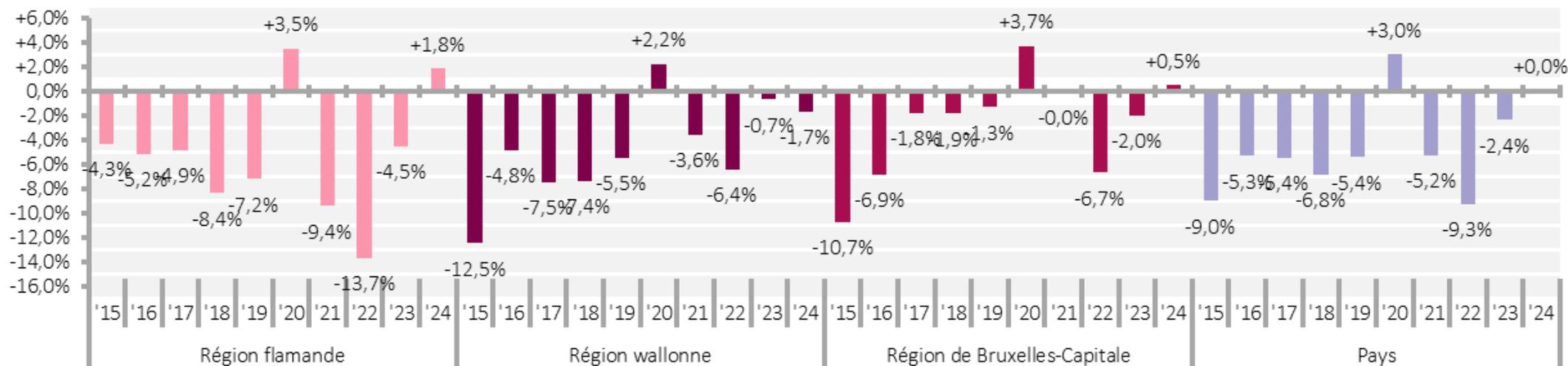


CCI-DE : évolution par région

	Région de				Région de			
	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-Capitale	Pays
2015	171.700	174.059	71.672	417.432	100	100	100	100
2016	162.808	165.648	66.757	395.213	95	95	93	95
2017	154.894	153.228	65.579	373.701	90	88	91	90
2018	141.946	141.911	64.364	348.221	83	82	90	83
2019	131.718	134.109	63.533	329.360	77	77	89	79
2020	136.292	137.086	65.888	339.266	79	79	92	81
2021	123.461	132.178	65.863	321.502	72	76	92	77
2022	106.577	123.665	61.452	291.694	62	71	86	70
2023	101.740	122.824	60.223	284.786	59	71	84	68
2024	103.618	120.735	60.506	284.859	60	69	84	68

Evol. 2015-2024

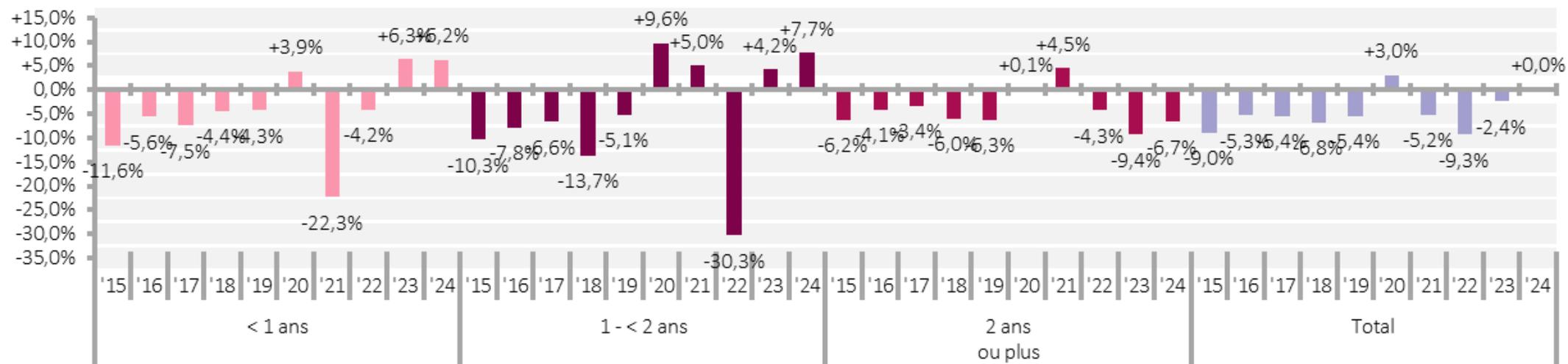
-39,7% -30,6% -15,6% -31,8%



CCI-DE : évolution suivant la durée du chômage

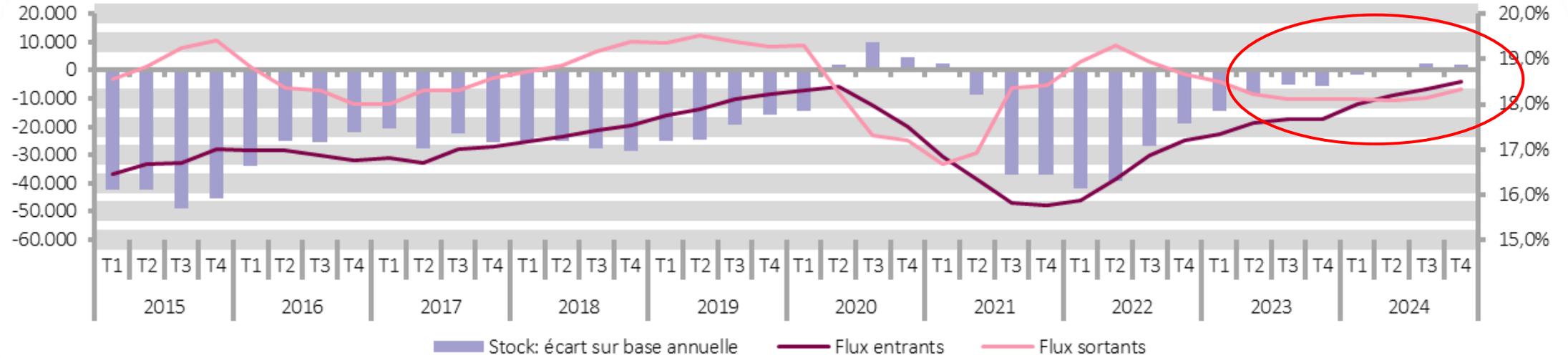
	2015-2024				2015-2024			
	< 1 ans	1 - < 2 ans	2 ans ou plus	Total	< 1 ans	1 - < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2015	149.884	76.748	190.799	417.432	100	100	100	100
2016	141.455	70.734	183.024	395.213	94	92	96	95
2017	130.835	66.032	176.834	373.701	87	86	93	90
2018	125.035	56.969	166.217	348.221	83	74	87	83
2019	119.628	54.040	155.693	329.360	80	70	82	79
2020	124.241	59.252	155.773	339.266	83	77	82	81
2021	96.546	62.205	162.751	321.502	64	81	85	77
2022	92.509	43.364	155.822	291.694	62	57	82	70
2023	98.369	45.180	141.238	284.786	66	59	74	68
2024	104.440	48.652	131.768	284.859	70	63	69	68

Evol. 2015-2024

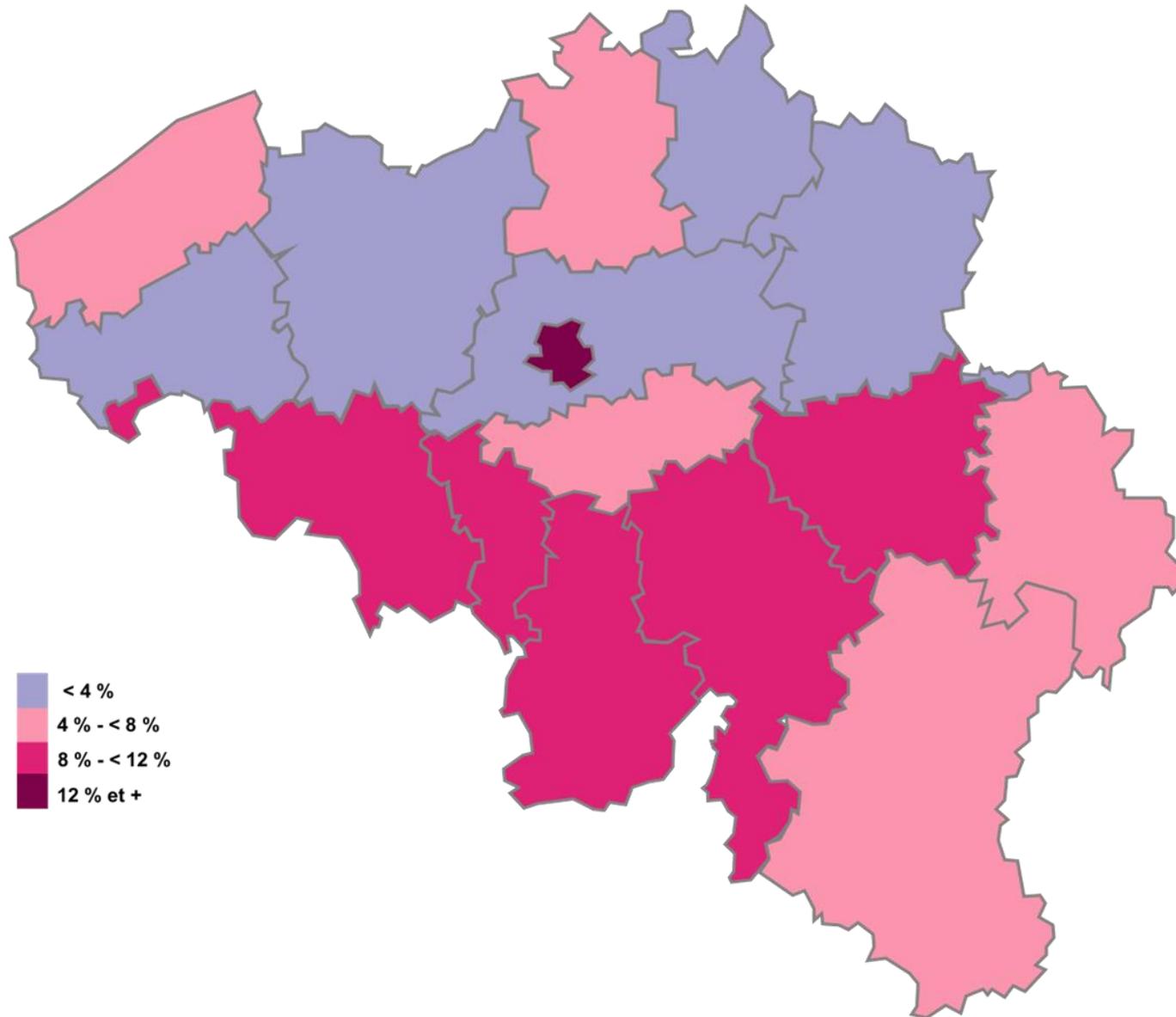


Evolution dynamique des CCI-DE

Les flux entrants et sortants évoluent dans le sillage de la conjoncture économique



Taux de chômage en 2024



Définition : Le taux de chômage est calculé en divisant le nombre de CCI-DE au mois de juin par le nombre de personnes assurées contre le chômage au 30 juin de l'année précédente.



CHÔMAGE TEMPORAIRE

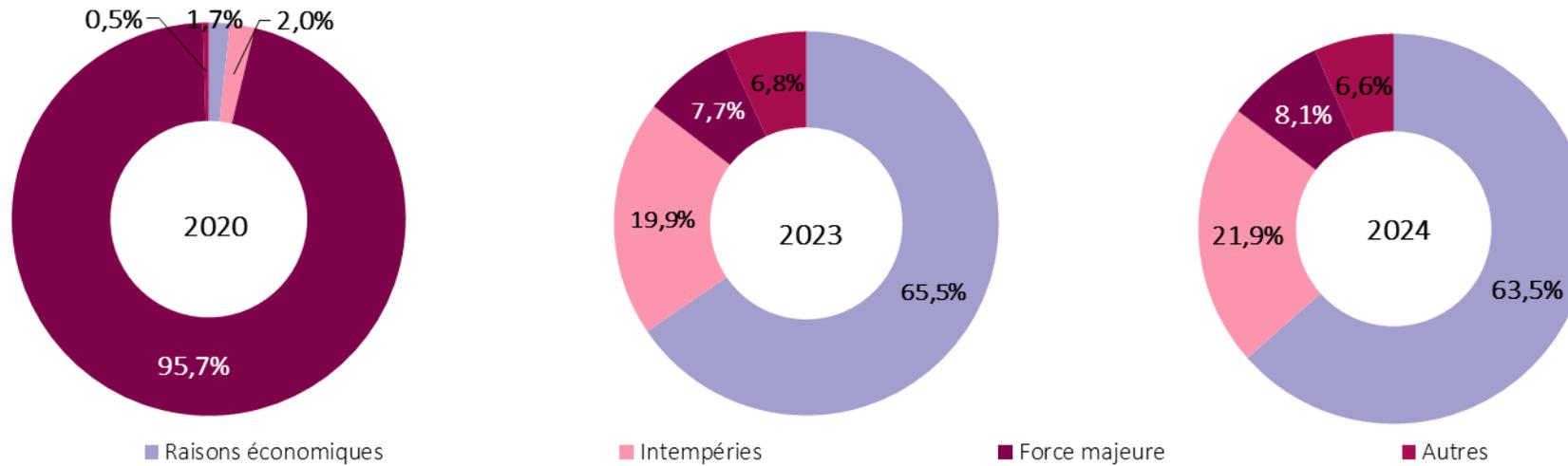
Chômage temporaire : chiffres clés

Légère hausse du chômage temporaire par rapport à 2023.

	Unités physiques	Unités budgétaires	Nombre de travailleurs (diff.)	Nombre d'employeurs (diff.)	Jours (total)	Jours (par travailleur)	Jours (par employeur)	Dépenses (en millions EUR)	Alloc. journ. moyenne (en EUR)
2015	123.637	27.294	352.715	43.772	8.519.541	24,2	194,6	483,6	56,8
2016	118.150	25.423	344.132	42.864	7.960.410	23,1	185,7	456,0	57,3
2017	97.258	20.652	304.883	40.505	6.431.825	21,1	158,8	374,5	58,2
2018	93.126	19.096	293.687	39.090	5.950.384	20,3	152,2	355,3	59,7
2019	98.341	19.235	298.124	38.219	6.027.013	20,2	157,7	368,5	61,1
2020	504.830	197.218	1.385.795	150.139	61.670.551	44,5	410,8	4.300,2	69,7
2021	304.137	98.371	863.748	116.244	30.600.043	35,4	263,2	2.153,8	70,4
2022	165.313	36.877	563.220	79.545	11.480.998	20,4	144,3	848,4	73,9
2023	120.565	24.771	355.771	39.132	7.728.936	21,7	197,5	571,3	73,9
2024	126.985	26.374	349.126	38.499	8.280.179	23,7	215,1	593,6	71,7
Evol. 2023- 2024	+5,3%	+6,5%	-1,9%	-1,6%	+7,1%	+9,2%	+8,9%	+3,9%	-3,0%
	+6.420	+1.603	-6.645	-633	+551.242	+2,0	+17,6	+22,3	-2,2

Chômage temporaire : répartition par motif

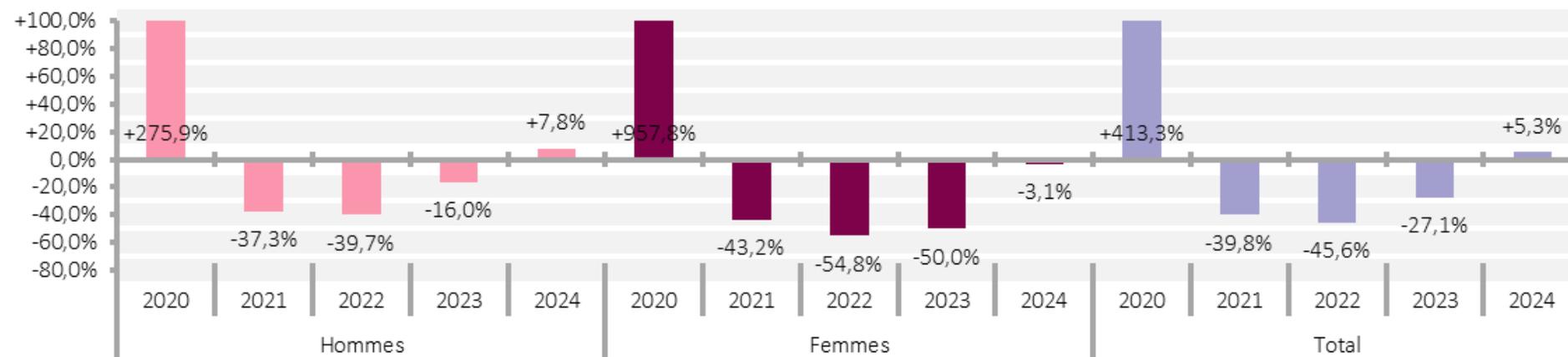
Crise Corona = motif force majeure



Chômage temporaire par genre

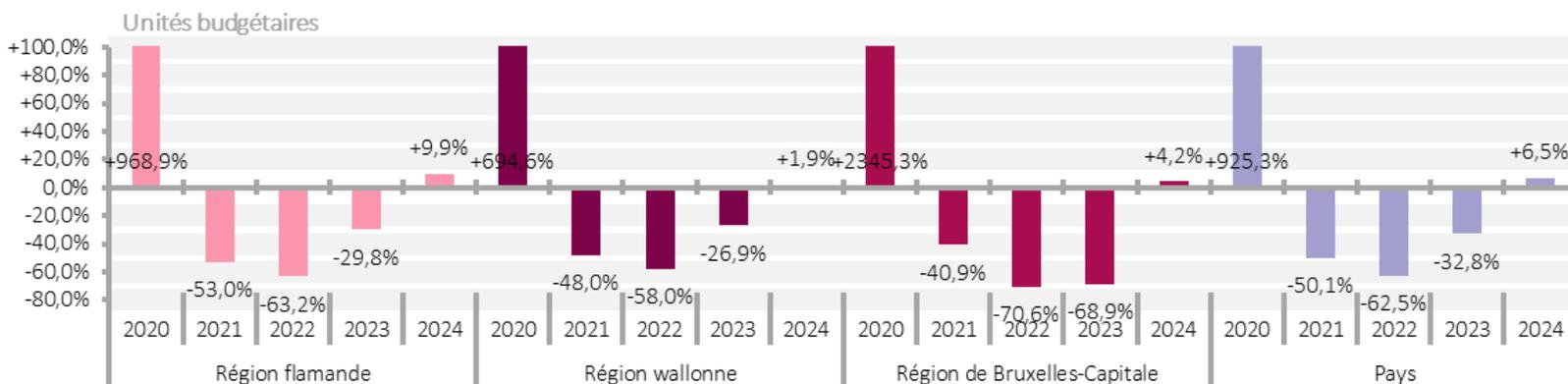
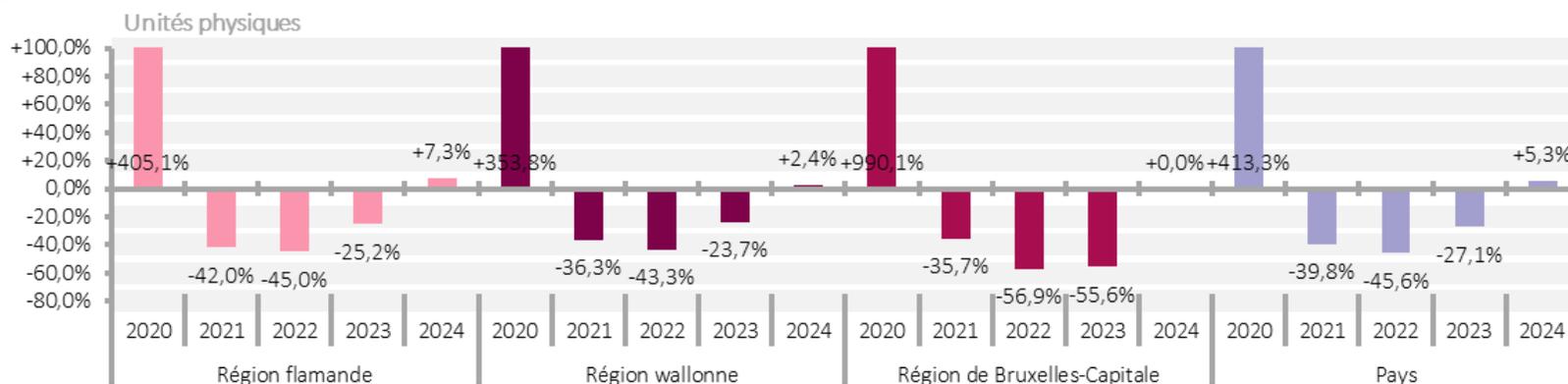
En unités physiques

	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
2020	295.142	209.688	504.830	100	100	100
2021	184.982	119.156	304.137	63	57	60
2022	111.477	53.836	165.313	38	26	33
2023	93.659	26.906	120.565	32	13	24
2024	100.921	26.064	126.985	34	12	25
Evol. 2020-2024	- 65,8%	- 87,6%	- 74,8%			



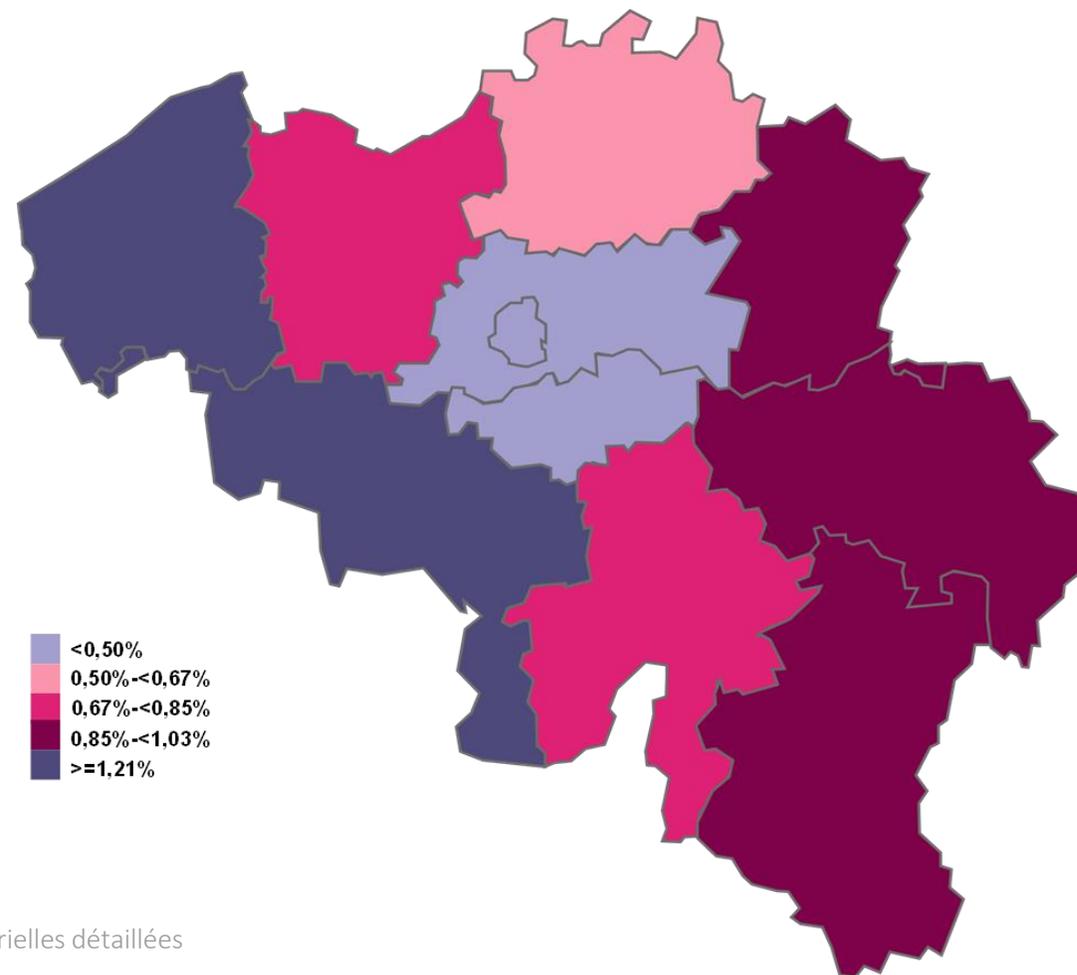
Chômage temporaire par région

	Unités physiques				Unités budgétaires			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2020	311.307	147.320	46.203	504.830	114.524	60.491	22.202	197.218
2021	180.631	93.815	29.692	304.137	53.800	31.444	13.127	98.371
2022	99.362	53.160	12.791	165.313	19.809	13.214	3.854	36.877
2023	74.350	40.542	5.673	120.565	13.914	9.659	1.197	24.771
2024	79.783	41.527	5.675	126.985	15.286	9.840	1.248	26.374
Evol. 2020-2024	-74,4%	-71,8%	-87,7%	-74,8%	-86,7%	-83,7%	-94,4%	-86,6%



Répartition du chômage temporaire par rapport au volume de l'emploi en équivalents temps plein

	2020	2021	2022	2023	2024
Bruxelles-Capitale	7,94%	4,60%	1,19%	0,38%	0,41%
Région flamande	5,66%	2,62%	0,87%	0,63%	0,73%
Anvers	5,75%	2,72%	0,80%	0,52%	0,59%
Limbourg	6,21%	2,90%	1,05%	0,94%	0,94%
Flandre orientale	5,21%	2,37%	0,91%	0,61%	0,74%
Brabant flamand	5,11%	2,51%	0,65%	0,31%	0,32%
Flandre occidentale	6,30%	2,70%	1,00%	0,94%	1,18%
Région wallonne	6,40%	3,27%	1,22%	0,94%	1,01%
Hainaut	7,18%	3,75%	1,59%	1,29%	1,39%
Liège	6,24%	3,23%	1,20%	0,94%	0,98%
Luxembourg	6,09%	2,97%	0,99%	0,92%	1,00%
Namur	5,45%	2,61%	0,83%	0,60%	0,70%
Brabant wallon	5,80%	2,93%	0,72%	0,30%	0,32%
Pays	5,94%	2,91%	0,97%	0,68%	0,77%



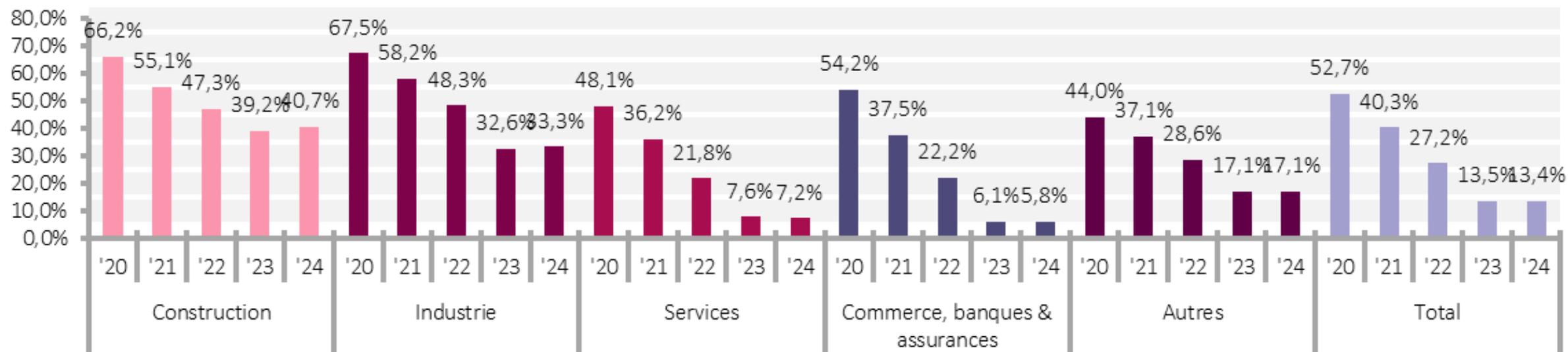
Source volume de l'emploi en ETP : ONSS – Analyse du marché de l'emploi, données trimestrielles détaillées
Calcul ONEM

Part du chômage temporaire dans le volume de travail en équivalents temps plein par secteur d'activités

	2020	2021	2022	2023	2024
Construction	11,2%	6,1%	3,9%	3,6%	4,1%
Industrie	7,2%	3,3%	2,2%	2,0%	2,3%
Services	4,9%	2,7%	0,7%	0,3%	0,3%
Activités de services administratifs et de soutien	9,7%	3,8%	1,6%	0,9%	0,9%
Hébergement et restauration	36,6%	29,0%	4,3%	0,9%	0,8%
Santé humaine et action sociale	2,3%	0,8%	0,4%	0,5%	0,5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,7%	1,6%	0,4%	0,1%	0,1%
Arts, spectacles et activités récréatives	17,6%	12,0%	1,6%	0,3%	0,2%
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2,0%	0,8%	0,5%	0,4%	0,4%
Information et Communication	3,4%	1,2%	0,2%	0,1%	0,1%
Enseignement	0,6%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Activités immobilières	7,0%	3,1%	0,7%	0,1%	0,2%
Administration publique et défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Activités des ménages en tant qu'employeurs...	1,5%	0,5%	0,2%	0,0%	0,0%
Organisations et organismes extraterritoriaux	1,7%	1,4%	0,1%	0,0%	0,0%
Autres activités de services	10,4%	7,6%	1,6%	0,6%	0,4%
Commerces, banques et assurances	7,2%	2,5%	0,7%	0,2%	0,2%
Commerce de gros et de détail; réparation automobile	8,7%	3,0%	0,8%	0,3%	0,3%
Activités financières et d'assurances	1,6%	0,5%	0,1%	0,0%	0,0%
Autres	5,6%	2,8%	1,1%	0,7%	0,8%
Transports et entreposage	5,4%	2,8%	1,0%	0,6%	0,7%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,5%	1,0%	0,6%	0,6%	0,6%
industries extractives	6,4%	2,3%	1,4%	2,5%	4,6%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%
TOTAL	5,9%	2,9%	1,1%	0,7%	0,8%

Source volume de l'emploi en ETP :
ONSS –
Analyse du marché de l'emploi,
données trimestrielles détaillées
Calcul ONEM

Part des entreprises actives avec salariés ayant fait appel au chômage temporaire



Source données entreprises : Banque Carrefour - entreprises
Calcul ONEM





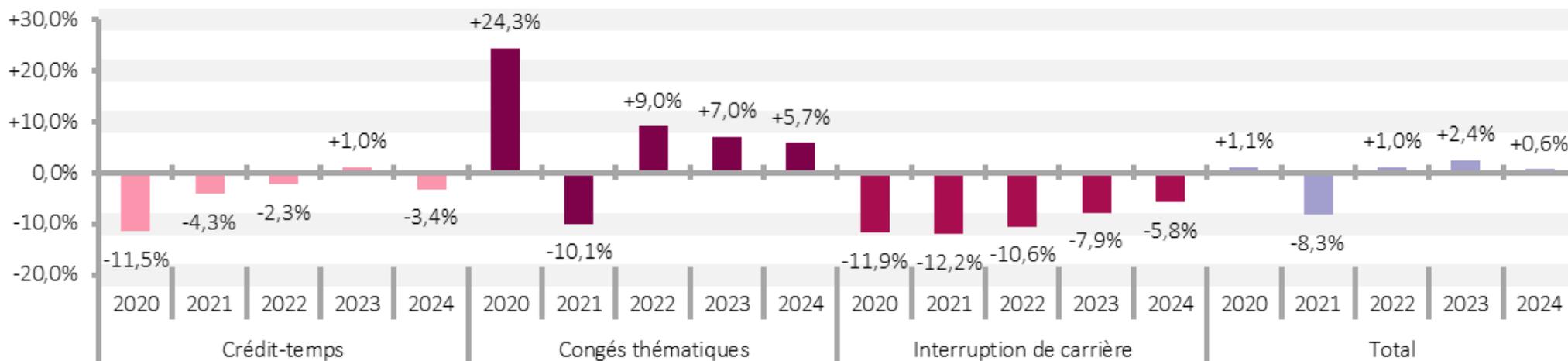
ALLOCATIONS D'INTERRUPTION

Allocations d'interruption : évolution

En unités physiques

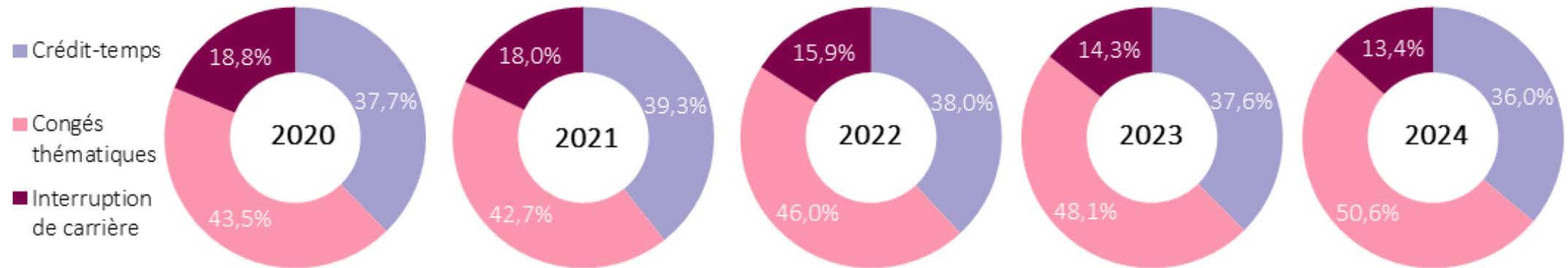
Ces systèmes visent à une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée

	Congés thématiques			Total	Congés thématiques			Total
	Crédit-temps		Interruption de carrière		Crédit-temps		Interruption de carrière	
2020	95.000	109.743	47.303	252.046	100	100	100	100
2021	90.938	98.633	41.556	231.127	96	90	88	92
2022	88.808	107.488	37.137	233.433	93	98	79	93
2023	89.723	115.007	34.207	238.936	94	105	72	95
2024	86.693	121.581	32.213	240.487	91	111	68	95
Evol. 2020-2024	- 8,7%	+ 10,8%	- 31,9%	- 4,6%				

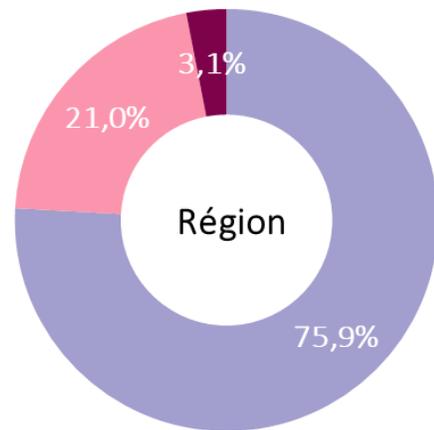


Allocations d'interruption : proportion

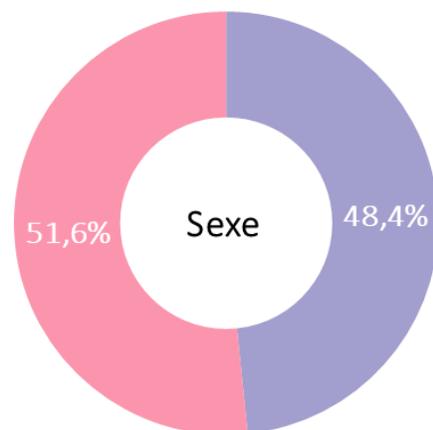
Sur le long terme, la part des congés thématiques augmente



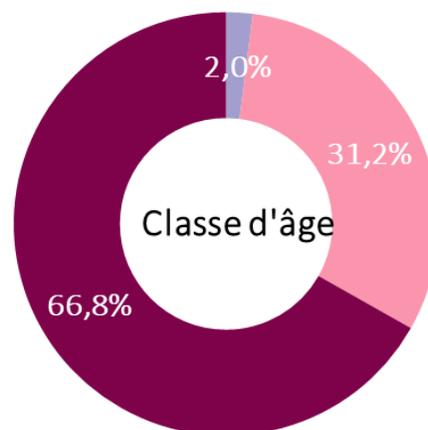
Crédit temps : profil



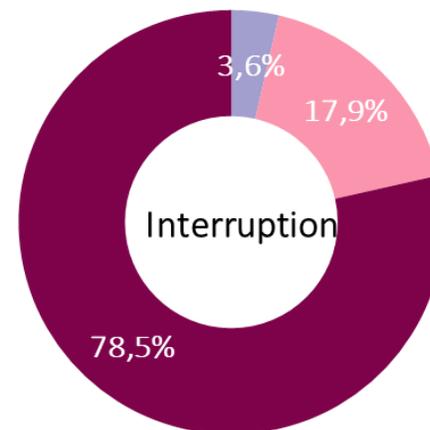
- Région flamande
- Région wallonne
- Région de Bruxelles-Capitale



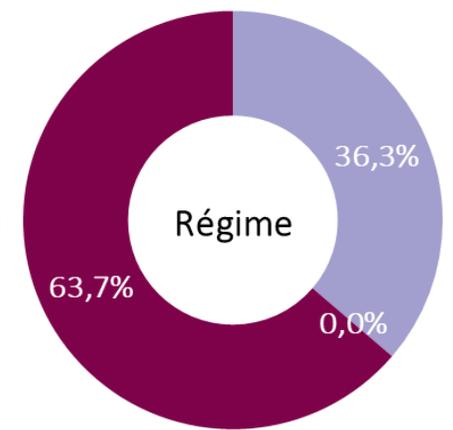
- Hommes
- Femmes



- < 30 ans
- 30-49 ans
- 50 ans et +



- Complet
- À mi-temps
- Diminution d'1/5



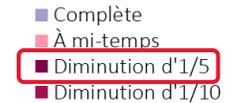
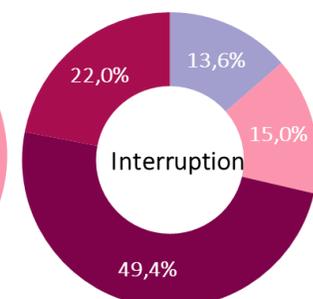
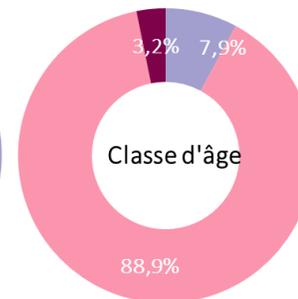
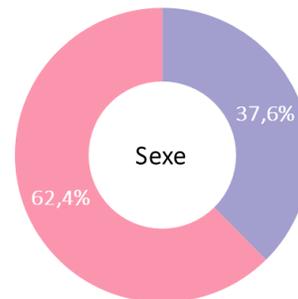
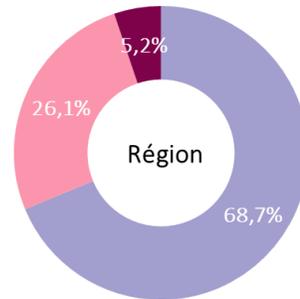
- Avec motif
- Sans motif
- Fin de carrière

Congés thématiques : évolution

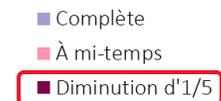
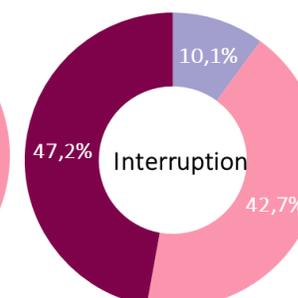
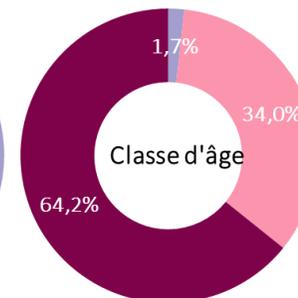
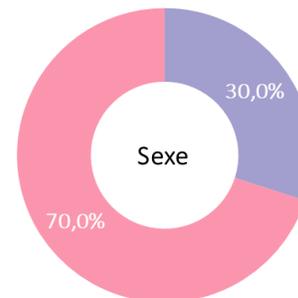
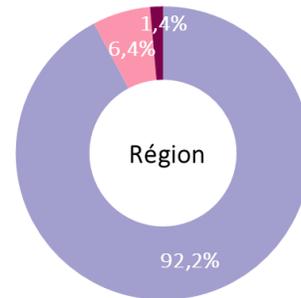
	2020	2023	2024	Evol. 2020-2024		Evol. 2023-2024	
Régime							
Congé parental	90.339	93.876	101.774	+11.435	+12,7%	+7.899	+8,4%
Assistance médicale	19.097	20.496	19.197	+100	+0,5%	-1.298	-6,3%
Congé pour soins palliatifs	306	339	319	+13	+4,3%	-21	-6,0%
Congé pour aidants proches	1	296	291	+290	+23166,6%	-5	-1,7%
Total	109.743	115.007	121.581	+11.838	+10,8%	+6.575	+5,7%
Sans allocations	5.568	4.882	4.102	-1.467	-26,3%	-780	-16,0%
Total général	115.311	119.888	125.683	+10.372	+9,0%	+5.794	+4,8%

Congés thématiques : profil

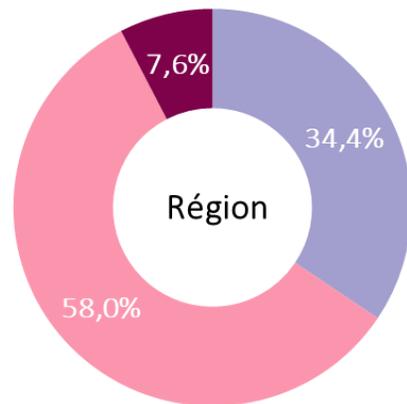
Congé parental



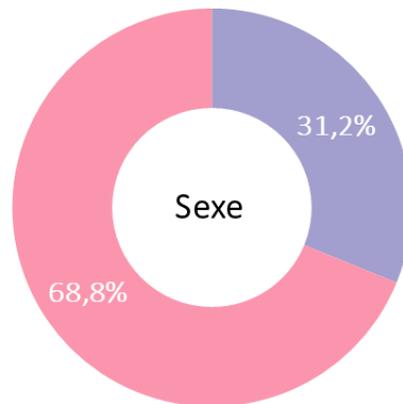
Assistance médicale, congé pour soins palliatifs, congé pour aidants proches



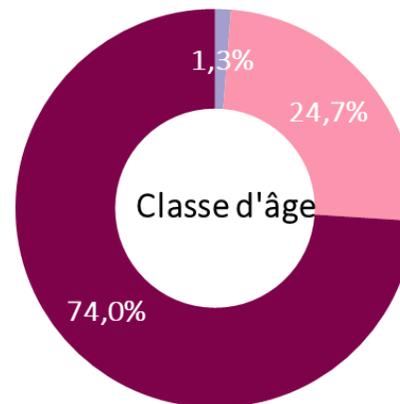
Interruption de carrière : profil



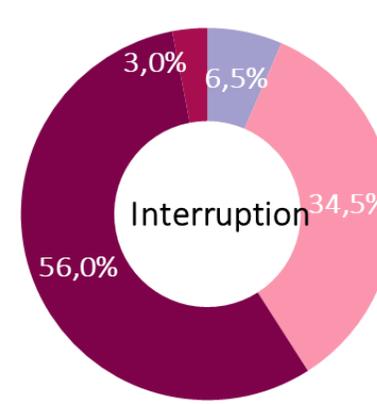
■ Région flamande
■ Région wallonne
■ Région de Bruxelles-Capitale



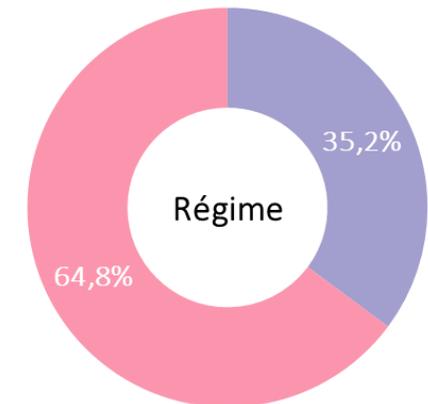
■ Hommes
■ Femmes



■ < 30 ans
■ 30-49 ans
■ 50 ans et +

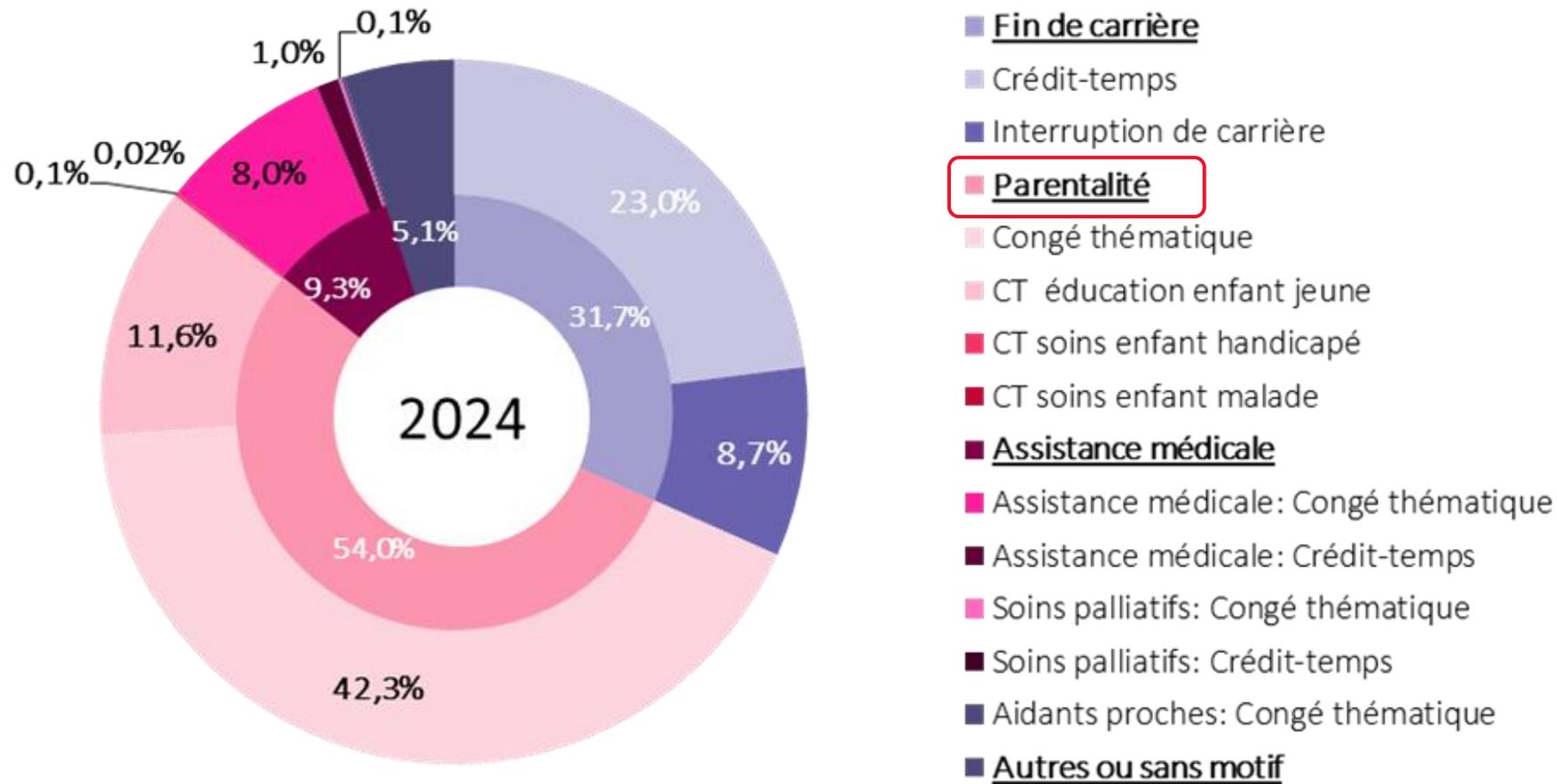


■ Complet
■ À mi-temps
■ Diminution d'1/5
■ Autres



■ Général
■ Fin de carrière

Proportions de toutes les interruptions par motif

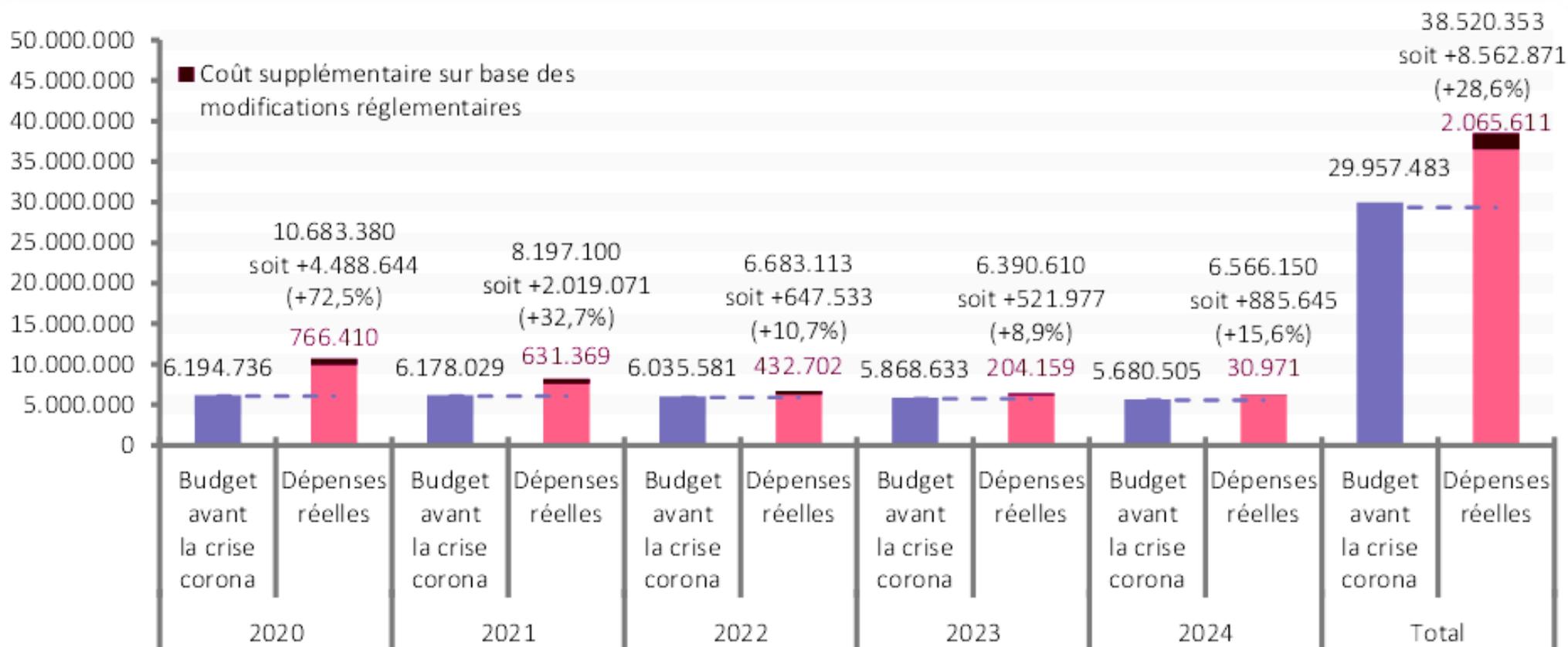


Autres motifs : crédit temps corona et crédit temps formation/enseignement reconnue



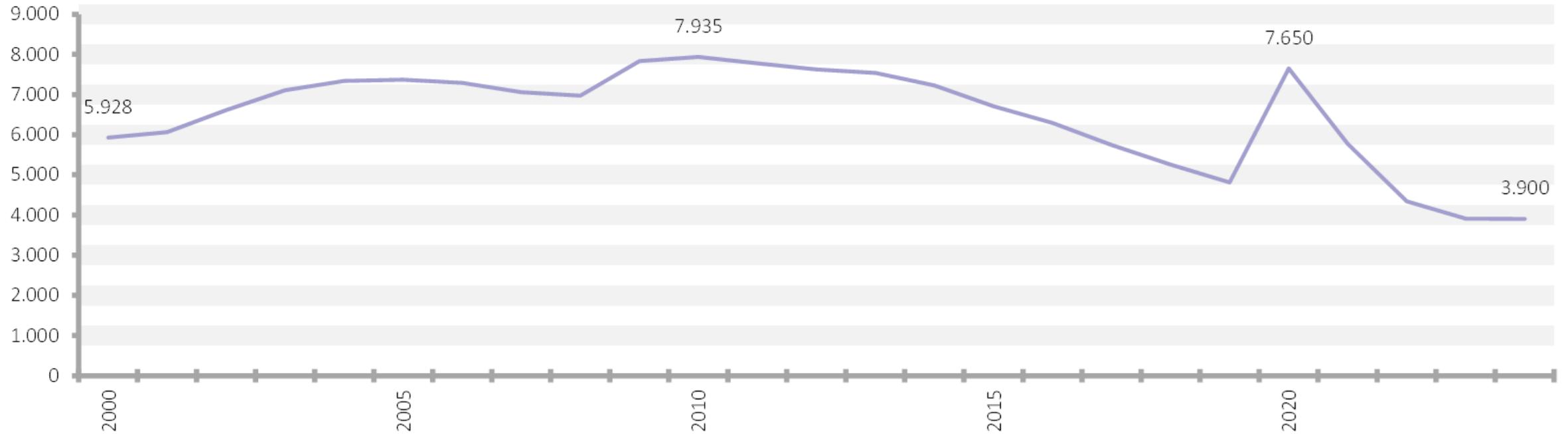
BUDGET

Aperçu de l'impact financier des crises sur les mesures de l'ONEM (en milliers d'EUR)



Pour 2024, le coût supplémentaire spécifique correspond aux dépenses/coûts multiples pour le chômage temporaire et complet et le crédit-temps corona.

Evolution des dépenses pour les prestations sociales de l'ONEM en prix constants (en millions d'EUR)





LUTTER CONTRE LA FRAUDE SOCIALE UN ENJEU NÉCESSAIRE

Comment contrôler ?

Trois types de contrôles

- Sur la base de pièces
- Via le datamatching et le datamining
 - Plus de 40 croisements de données structurels a priori et a posteriori
 - Résultats:

	Nombre de contrôles	Infractions
2023	45.961	18.271
2024	43.173	17.738

- Au moyen de contrôles sur le terrain
 - Résultats:

	Nombre de contrôles	Infractions
2023	45.897	12.294
2024	44.496	11.821

Comment contrôler ?

Collaboration avec d'autres partenaires

Autres services d'inspection :

- Coordination SIRS (= organe stratégique)
- Contrôles sur le terrain
 - Via des cellules d'arrondissement : 1.165 actions de cellule (2023 : 1.189)
- Concertation
 - Concertation ad hoc
 - Concertation tous les deux mois avec l'INAMI
 - Groupe de pilotage Dolsis
 - Concertation avec le SIRS : comité de concertation structurel, comité de concertation stratégique, groupes de travail...
 - ...

Comment contrôler ?

Collaboration avec d'autres partenaires

Justice et police :

- Collaboration avec la Justice

	e-PV	Apostilles
2023	2.877	2.410
2024	2.793	2.454

- Collaboration avec la police (contrôles fraude au domicile)
88 demandes de collaboration de l'ONEM (2023 : 59)

Que contrôler ?

Chômage temporaire

- Enquêtes employeur

	Nombre d'enquêtes	Infractions
2023	7.912	2.812
2024	7.093	2.389

- Enquêtes travailleur

	Nombre d'enquêtes	Infractions
2023	12.241	4.172
2024	10.060	3.511



Que contrôler ?

Fraude au domicile

- Contrôles de la situation familiale

	Nombre de contrôles	Infractions	Montants récupérés
2023	23.359	5.732	21.924.320 €
2024	22.269	6.366	22.887.691 €

Contrôles du travail au noir

Contrôles de la fraude transfrontalière

- Projet avec les Pays-Bas : datamatching transfrontalier

Que contrôler ?

Enquêtes cumul

Nombre d'enquêtes

	Cumul salarié	Cumul Indépendant	Cumul Maladie	Cumul pension	Total
2023	8.162	8.106	10.772	4.569	31.609
2024	11.401	9.212	6.581	3.331	30.525

Nombre d'infractions

	Infractions salarié	Infractions indépendant	Infractions maladie	Infractions pension	Total
2023	2.101	4.075	2.763	429	9.368
2024	4.028	4.378	1.840	474	10.720

Montants restant à récupérer

	Récupérations salarié	Réc. indépendant	Réc. maladie	Réc. pension	Total
2023	1.240.408,07 EUR	10.621.800,27 EUR	2.954.049,47 EUR	1.245.475,78 EUR	16.061.733,59 EUR
2024	975.552,89 EUR	9.860.652,96 EUR	1.585.677,09 EUR	813.935,98 EUR	13.235.818,92 EUR

Suivi et reporting

Interne

- Indice global : 18 KPI
- Contrôle de la qualité

En externe

- Au SIRS
 - Pilier 1 : KPI stratégiques
 - Pilier 2 : plan d'action
 - Pilier 3 : revenus financiers
 - Pilier 4: statistiques sectorielles
 - Pilier 5: Taux de réalisation des Plans pour une concurrence loyale (PLC)



SANCTIONS

Sanctions fédérales

Après la 6ème réforme de l'Etat, la compétence décisionnelle concernant les sanctions pour chômage volontaire ainsi que les sanctions administratives sont restées au niveau fédéral.

	2024	2023	Evol. 2024 - 2023	Région flamande	Région wallonne	Comm. germano- phone	Région de Bruxelles- Capitale
Chômage volontaire: sanctions	21.286	19.304	+10,3%	12.233	6.532	142	2.379
Chômage volontaire: avertissements	1.457	1.788	-18,5%	736	676	9	36
Chômage volontaire: sanctions + avertissements	22.743	21.092	+7,8%	12.969	7.208	151	2.415
Infractions administratives: sanctions	11.191	9.271	+20,7%	4.982	4.066	27	2.116
Infractions administratives: avertissements	9.557	10.040	-4,8%	3.933	4.345	72	1207
Infractions administratives: sanctions + avertissements	20.748	19.311	+7,4%	8.915	8.411	99	3.323

Sanctions régionales

Du fait de la 6ème réforme de l'Etat, la compétence décisionnelle relative aux sanctions pour indisponibilité active ou passive a été transférée aux Régions

Le cadre fédéral fixe les principes généraux du contrôle mais les régions peuvent en déterminer les modalités, ce qui peut entraîner des différences d'approches et de procédures entre régions qui se reflètent dans les chiffres.

	2024	2023	Evol. 2024 - 2023	Région flamande	Région wallonne	Comm. germano- phone	Région de Bruxelles- Capitale
Disponibilité passive: sanctions	13.489	12.473	+8,1%	10.880	2.491	31	87
Disponibilité passive: avertissements	2.669	1.783	+49,7%	171	1.743	3	752
Disponibilité passive: sanctions + avertissements	16.158	14.256	+13,3%	11.051	4.234	34	839
Exclusion (jusqu'à réinscription)	50	58	-13,8%	26	13	10	1
Total disponibilité passive + exclusion	16.208	14.314	+13,2%	11.077	4.247	44	840
Disponibilité active: sanctions	766	1.779	-56,9%	99	196	39	432
Disponibilité active: avertissements	1.995	2.680	-25,6%	178	89	66	1.662
Disponibilité active: sanctions + avertissements	2.761	4.459	-38,1%	277	285	105	2.094
Pré-avertissements	10.177	12.711	-19,9%	5.995	984		3.198
DISPO J: total évaluations négatives	25.077	18.908	+32,6%	3.980	18.811	99	2.187
Pré-avertissements	5.769	5.377	+7,3%	4.377	0		1.392



FONDS DE FERMETURE D'ENTREPRISES

Chiffres-clés FFE en 2024

Faillites



11.039



3.828

avec personnel

Pertes d'emploi

Par région



Flandre
17.577



Wallonie
8.395



Bruxelles
4.191



30.163

Par secteur



Commerce, banques
et assurances
13.940



Industrie
manufacturière
5.898



Construction
3.596



Services
3.586

**Nombre
de bénéficiaires
d'une indemnité**



21.269

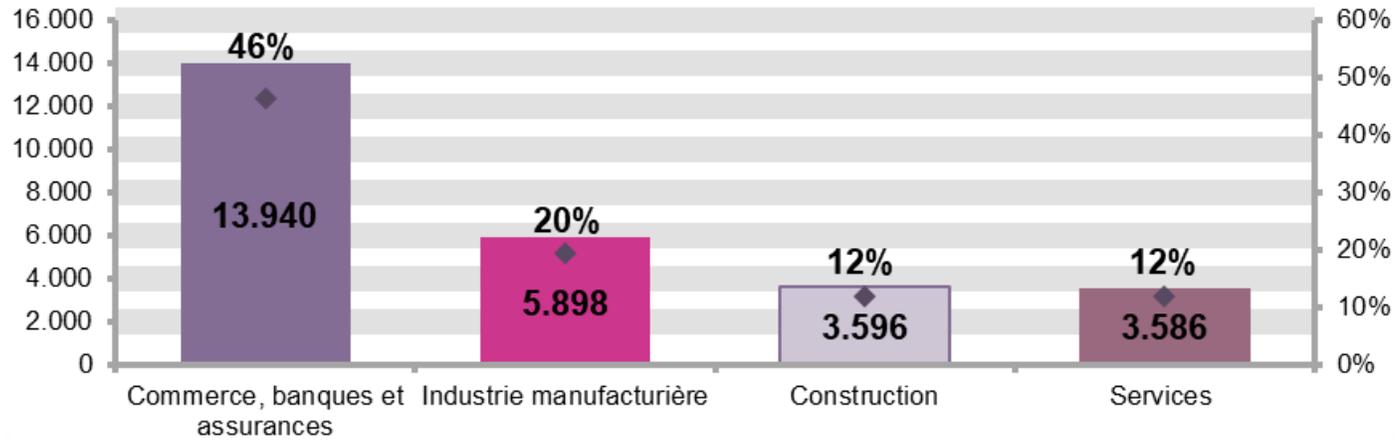
**Montant
de l'intervention**
En million EUR



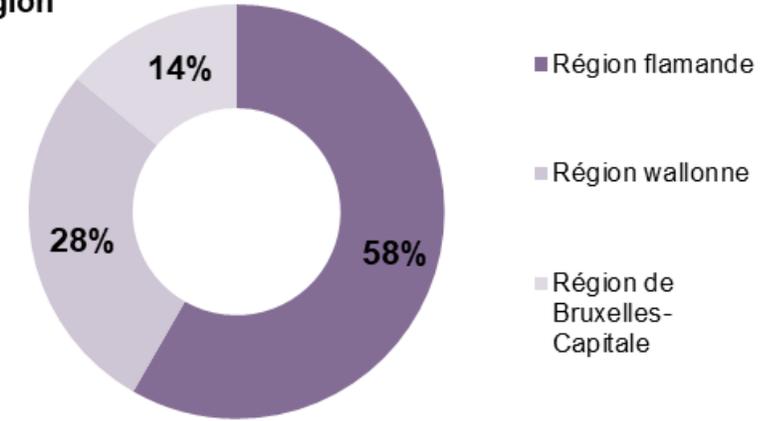
241

Perte d'emplois en 2024

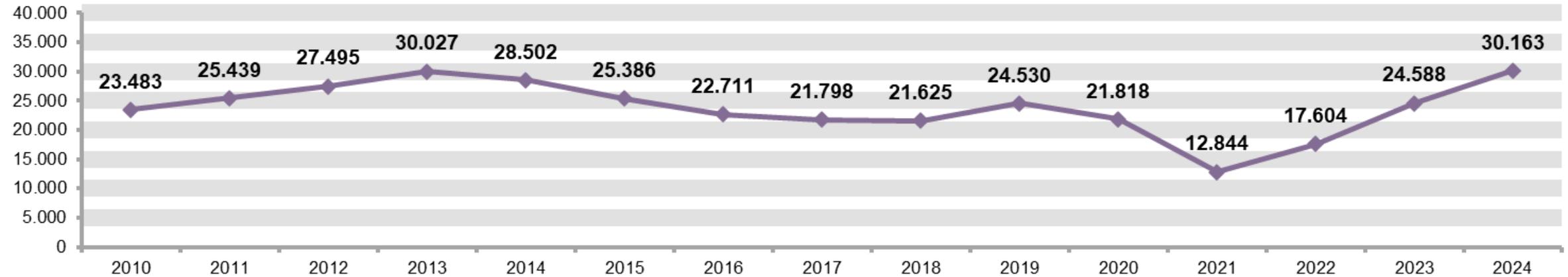
Secteurs importants



Par Région



Evolution



Evolution du nombre de bénéficiaires payés

Travailleurs

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Indemnités de fermeture	5.224	7.668	7.783	7.789	8.218	8.063	7.273	5.582	5.366	5.416	5.997	6.779	3.191	5.617	7.111
Indemnités contractuelles	15.442	17.453	17.006	19.801	20.802	20.191	17.408	15.829	15.700	13.777	14.962	13.246	8.780	11.245	13.560
Indemnités de transition	671	693	439	656	969	888	517	440	483	440	487	498	170	218	252
Complément d'entreprise (avant prépension)	2.777	2.528	2.686	2.732	2.632	2.438	2.499	2.306	2.045	1.681	1.127	767	436	506	346

Nombre total de bénéficiaires d'une indemnité	24.114	28.342	27.914	30.978	32.621	31.580	27.697	24.157	23.594	21.314	22.573	21.290	12.577	17.586	21.269
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------------

Evol. 2023-2024

+ 20,9 %

Montants (en milliers d'EUR)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Indemnités de fermeture	6.396,9	9.771,0	11.194,0	10.233,8	11.392,3	11.201,9	12.340,5	9.152,6	9.417,2	9.198,5	11.734,9	14.243,2	6.270,2	13.935,2	18.240,2
Indemnités contractuelles	145.594,6	163.379,5	157.996,9	202.869,8	197.534,2	218.522,3	219.594,5	184.021,0	192.506,6	157.762,4	204.254,2	211.063,3	106.478,5	190.167,1	221.562,2
Indemnités de transition	2.030,7	1.956,2	1.332,8	2.194,9	3.237,9	3.563,8	1.725,0	1.602,5	1.620,7	1.218,8	1.850,9	2.124,2	716,0	797,7	1.158,7
Complément d'entreprise (avant prépension)	9.836,2	7.274,8	7.435,4	7.811,5	7.378,9	6.681,3	7.161,3	6.920,3	6.227,3	4.265,1	3.008,4	2.050,3	1.154,9	1.504,0	869,1

Total	163.858,5	182.381,5	177.959,0	223.110,0	219.543,3	239.969,4	240.821,3	201.696,3	209.771,8	172.444,7	220.848,4	229.481,0	114.619,7	206.404,1	241.830,2
-------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	------------------

Evol. 2023-2024

+ 17,2 %



PERSPECTIVES 2025

Prévisions

L'économie belge connaît actuellement un ralentissement de la croissance. En 2025, la croissance devrait être juste en dessous de celle de 2024.

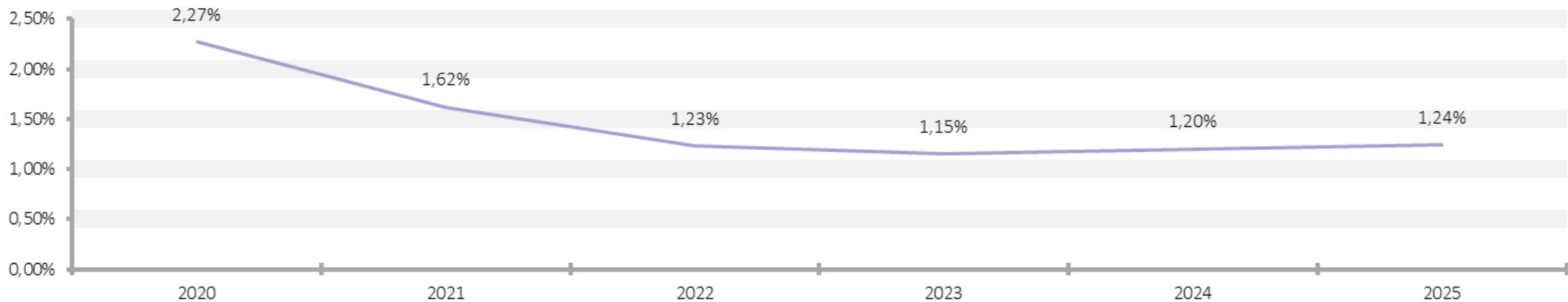
L'emploi intérieur devrait augmenter. Le chômage total devrait augmenter, tandis que le chômage temporaire devrait diminuer.

	Taux de croissance du PIB en volume (en %)	Emploi intérieur (en milliers)	CCI-DE (unités physiques)	Chômage temporaire (unités budgétaires)
2020	-4,8	4.875,0	339.267	201.999
2021	+6,2	4.957,2	321.502	99.807
2022	+4,2	5.052,7	291.694	37.112
2023	+2,2	5.092,3	284.786	25.092
2024	+1,4	5.105,8	284.859	26.524
2025	+1,2	5.129,6	294.560	23.700
Evol. 2023-2024	-0,8 p.	+0,3%	+0,0%	+5,7%
Evol. 2024-2025	-0,2 p.	+0,5%	+3,4%	-10,6%

Les défis pour l'avenir sont les tensions géopolitiques actuelles ainsi que les défis auxquels la sécurité sociale et le marché du travail étaient déjà confrontés avant la pandémie, tels que le vieillissement de la population, la numérisation, la proportion élevée de personnes inactives, etc.

Evolution des dépenses pour les prestations sociales en pourcentage du PIB

	PIB en millions d'euros chaînés	Chômage global	Autres allocations	Activations et primes (incl. prépension à mi-temps)	RCC	Interruption de carrière, crédits-temps et congés thématiques	Outplacement	Total général
2020	463.750,8	1,99%	0,02%	0,004%	0,15%	0,11%		2,27%
2021	492.515,4	1,40%	0,02%	0,004%	0,11%	0,10%		1,62%
2022	513.365,7	1,03%	0,01%	0,003%	0,08%	0,10%		1,23%
2023	524.680,0	0,98%	0,01%	0,003%	0,05%	0,10%	0,00%	1,15%
2024	532.025,5	1,01%	0,02%	0,003%	0,04%	0,13%	0,00%	1,20%
2025	538.409,8	1,08%	0,02%	0,003%	0,03%	0,11%	0,00%	1,24%



Exécution de l'accord de gouvernement: une liste non-exhaustive

Interruption de carrière et crédit-temps

- le crédit familial
- Harmonisation interruption de carrière et crédit-temps
- Adaptation fins de carrière

Chômage

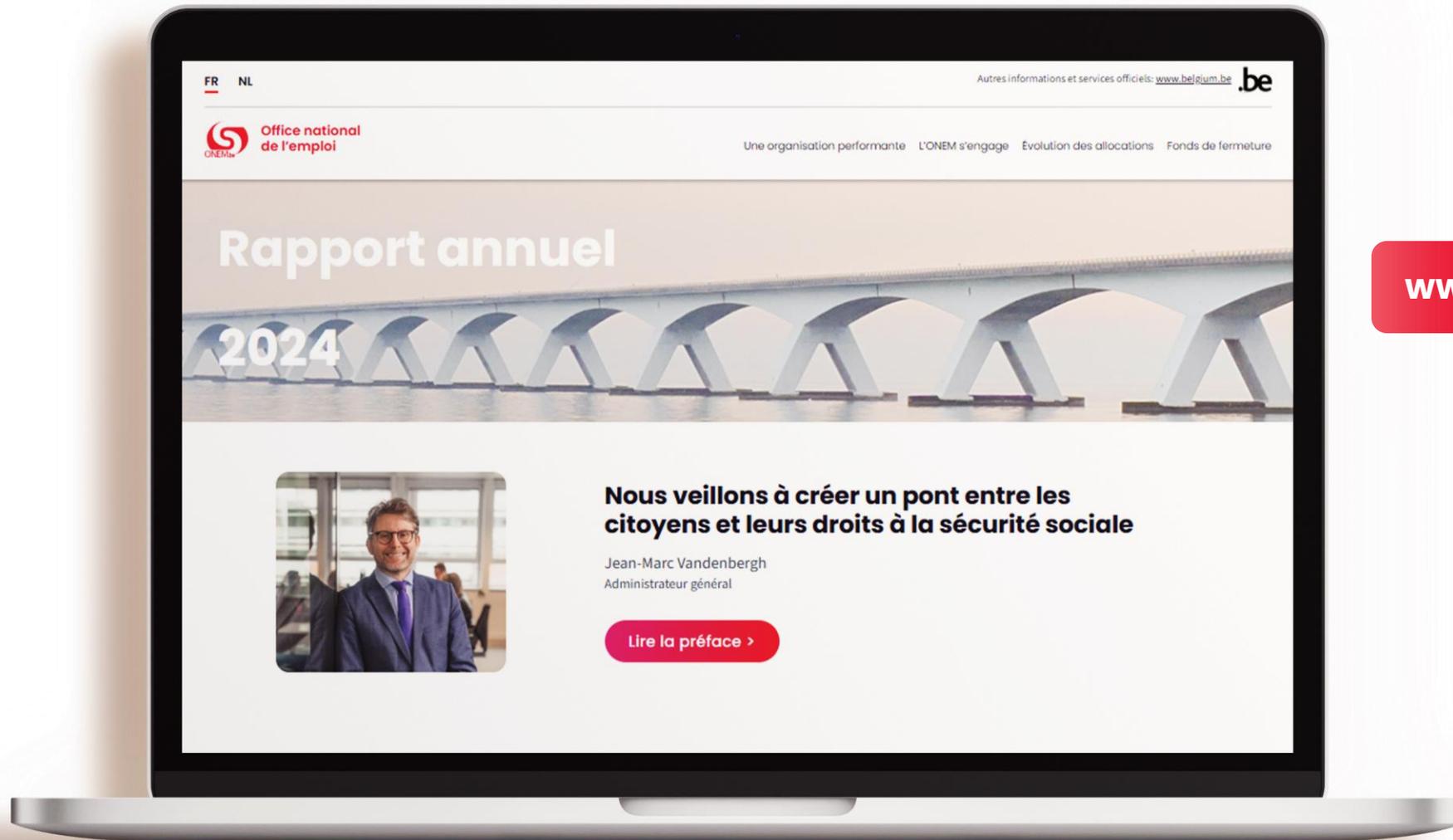
- Dégressivité renforcée et limitation des allocations à 2 ans avec des exceptions
- Conserver le droit aux allocations après démission
- Limitation du stage d'insertion professionnelle à 156 jours
- Frein au régime de chômage avec complément d'entreprise

Mise en œuvre de l'accord de gouvernement

Le timing et la méthode de mise en œuvre dépendent de nombreux facteurs

1. Consultation du cabinet pour l'élaboration de la base réglementaire
2. Consultation du gouvernement et des administrations compétentes
3. Rédaction des textes juridiques
4. Vote au Parlement
5. Publication au Moniteur belge

Rendez-vous sur le site web du rapport annuel



www.rapportannuel.onem.be



Questions?